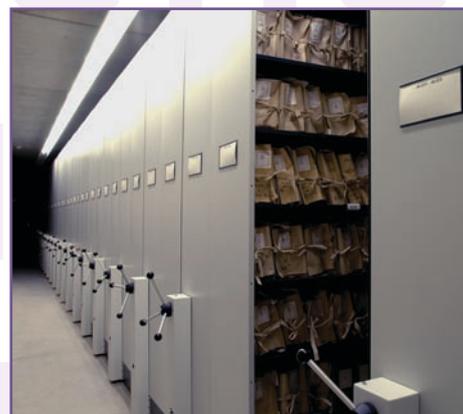




Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces



Rapport annuel 2007

Archives générales du Royaume et
Archives de l'État dans les provinces

RAPPORT ANNUEL 2007

Bruxelles

2008

TABLE DES MATIÈRES

// AVANT-PROPOS	5
// DIRECTION ET ORGANISATION	7
// ORGANIGRAMME.....	9
// LES DÉPÔTS DES ARCHIVES DE L'ÉTAT PARTOUT EN BELGIQUE.....	10

I. PRESTATIONS ET RÉSULTATS EN 2007

Chiffres-clés et évolution	13
// PARTENAIRE DES PRODUCTEURS D'ARCHIVES	14
Surveillance exercée sur la gestion des archives des services publics	14
Avis	14
Collecte et sélection des archives	15
Surveillance et avis en chiffres	16
// LA PLUS GRANDE INSTITUTION DE CONSERVATION D'ARCHIVES EN BELGIQUE	17
Plus de 200 kilomètres linéaires d'archives.....	17
Nouvelles archives.....	18
Conservation et restauration	20
Autres supports d'information	21
// AU SERVICE DU PUBLIC	23
Ouvrir les archives à la recherche.....	23
Projets d'ouverture à la recherche	23
Des salles de lecture dans tout le pays.....	24
Nos lecteurs et leurs souhaits.....	25
Pour un large public : visites guidées et expositions.....	28
Journées d'étude et workshops	29
Initiatives pour les généalogistes.....	30
Collaboration à des programmes TV et des films	31
Notre site internet et notre bulletin d'informations	32
// CENTRE DE CONNAISSANCE D'HISTOIRE ET DE GESTION ARCHIVISTIQUE.....	34
Projets de recherche	34
Nouveaux projets de recherche 2007	35
Gestion des archives – aspects de fond	36
Gestion des archives – aspects matériels	36
Le forum international	37

// ARCHIVES DANS UN MONDE NUMÉRIQUE 39

La numérisation aux Archives de l'État	39
La salle de lecture numérique	39
L'encodage dans ABS-Archeion et la rétroconversion des inventaires et autres instruments de recherche.....	39
Les projets de numérisation dans tous les dépôts des Archives de l'État	40
Demogen et Demogen Visu: <i>Rechercher des personnes</i>	40
Nos moteurs de recherche	41

II. MOYENS

// BÂTIMENTS, FACILITY ET SÉCURITÉ 45

Bâtiments en Région bruxelloise.....	45
Bâtiments en Flandre.....	46
Bâtiments en Wallonie et en Communauté germanophone.....	46
Quelques chiffres	47
Facility et sécurité	47

// PERSONNEL 48

Evolution des effectifs 2007 au sein de l'institution.....	48
Formations certifiées	49
Autres formations et activités de formation.....	50
Stages à l'étranger	50
Absentéisme.....	51
Étudiants jobistes	51
Collaborateurs bénévoles	51
Équipe de déménagement.....	52
Fête du personnel à Tervuren	52
Un départ fêté.....	53

III. JUSTIFICATION BUDGÉTAIRE

// RECETTES ET DÉPENSES 57

// ÉPILOGUE : ÉVALUATION ET PRÉVISION 64

ANNEXE

// PUBLICATIONS EN 2007 67

Après une analyse critique du rapport annuel 2005-2006, il a été décidé, au début de l'année 2008, de modifier en profondeur le concept du rapport annuel 2007. Notre institution a privilégié la publication d'un rapport annuel allégé, orienté vers le grand public, les usagers des Archives de l'État et les institutions, organisations et particuliers qui confient leurs archives aux Archives de l'État. Outre une version papier à tirage limité, le rapport annuel est également proposé en version électronique, comme c'est déjà le cas dans la majeure partie des services publics fédéraux (Cd-rom, site internet). Le présent rapport indique la manière dont se définissent les Archives de l'État, ce que font nos collaborateurs, comment et pourquoi ils remplissent certaines tâches et à quels résultats conduisent leurs efforts. Le rapport 2007 se veut également plus pratique. Il a pour ambition de refléter aussi fidèlement que possible les activités de notre institution. Il reprend les tâches essentielles de l'institution. Il contient peu de noms et dates, mais quelques chiffres faisant état de diverses avancées sur le terrain. Un rapport annuel spécifique a, par ailleurs, été rédigé sur l'une des tâches essentielles des Archives de l'État, à savoir la surveillance de la gestion des archives au sein des pouvoirs publics. Ce deuxième ouvrage est essentiellement destiné aux membres du gouvernement fédéral et aux responsables de différentes autorités.

L'année 2007 a été, une fois de plus, une année riche en nouveaux défis, en grandes et petites réalisations, en réussites, mais elle a également comporté des moments moins intenses. Les objectifs, tels qu'ils sont définis dans le plan stratégique et opérationnel 2005-2008, ont progressivement été réalisés. Parmi les nouvelles positives en terme de moyens, signalons, l'augmentation de 450.000 € (récurrents) de la dotation des Archives de l'État, la décision prise par le Conseil des Ministres du 16 février pour la construction de trois nouveaux dépôts des Archives de l'État (Gand, Bruges et Namur) et le dépôt de la proposition Destexhe et consorts pour la modernisation de la loi sur les archives (Sénat, Commission des Affaires institutionnelles). Au cours de l'année écoulée, les Archives de l'État se sont investies dans la modernisation de la culture d'entreprise, dans le développement d'une véritable politique de gestion des ressources humaines et dans la formation. Ces trois axes prioritaires ne servent qu'un seul objectif : l'utilisation et la mise à profit maximales des aptitudes, de la connaissance et de l'expertise présentes chez l'ensemble des collaborateurs. Des dizaines de nouveaux collaborateurs ont ainsi été engagés, avec les profils les plus divers. L'institution a bénéficié d'un nouvel organigramme (fin 2005) et s'est félicitée de la nomination de collègues à différentes fonctions dirigeantes. Concernant les aspects matériels de la gestion des archives, notre institution a maintenu le cap des années précédentes. La sécurité, la modernisation de l'infrastructure ICT et l'élargissement des capacités de stockage, tant pour les documents numériques que pour les documents sur supports classiques, ont bénéficié d'un investissement continu. De nouvelles étapes ont été franchies dans la mise en place de la salle de lecture numérique et dans la modernisation de la gestion financière. La Loterie Nationale a promis des moyens supplémentaires pour l'extension de l'infrastructure relative à la numérisation. Les Archives de l'État à Huy ont été fermées pour des raisons pratiques et de sécurité et le service a été transféré vers Liège durant l'été 2007. Afin de rendre possible la rénovation en profondeur des Archives de l'État à Anvers, le service a pris ses quartiers aux Archives de l'État à Beveren. Soulignons par ailleurs le travail des bénévoles : leur implication représente quotidiennement une importante plus-value dans l'accomplissement dans la mission principale de l'institution : le service au public.

Plusieurs initiatives ont également été prises dans le secteur de la surveillance des archives et du conseil relatifs aux archives qui ne sont pas encore à verser, deux de nos tâches légales en matière d'archives : l'équipe des inspecteurs a été renforcée, de nouvelles procédures ont été définies, une nouvelle répartition des tâches a été réalisée avec la mise en œuvre systématique d'audits des archives et de tableaux de tri auprès de producteurs tels que la Sécurité sociale, l'Intérieur, les Finances, la Politique scientifique et la Mobilité.

L'objectif de cette nouvelle approche est de contribuer à une meilleure visibilité des Archives de l'État auprès des différentes autorités, de viser à une collaboration structurée avec les producteurs d'archives et de tendre vers un versement plus rapide d'archives à haute valeur sociétale. En matière de politique de gestion des collections, des progrès ont été enregistrés en matière de numérisation, entre autres, de sources généalogiques, des dizaines de fonds jusqu'alors peu accessibles ont été ouverts à la recherche et de nombreux outils ont été mis à disposition des usagers via le site internet. À ce titre, notre institution a réalisé de

sérieux efforts en matière de numérisation et d'application ICT afin de renforcer l'accès à l'information pour le public et l'offre virtuelle à l'information. Tout comme les années précédentes, les Archives de l'État ont acquis des dizaines de mètres de livres et de revues ainsi que des kilomètres d'archives, tant privées que publiques. L'accroissement total des documents transférés aux Archives de l'État en 2007 s'élevait à près de 12 km. Parmi ces documents, les dossiers 'Dommages de guerre aux biens', transférés par le SPF Intérieur, ont constitué une acquisition remarquable.

Les premières mesures ont été prises pour le développement d'un dépôt numérique et pour le lancement d'un atelier de restauration moderne.

En matière de recherche scientifique, il nous faut relever l'octroi, par le Ministre de la Politique scientifique, de trois projets de recherche pluriannuels et de trois bourses de doctorat. À côté de ces projets temporaires, la recherche assurée par les archivistes s'est amplifiée. Indispensable au service, cette recherche est essentiellement liée à l'histoire des producteurs d'archives (histoire institutionnelle) et à la reconstruction du contexte dans lequel les archives ont été produites.

Le service au public, la communication et la promotion ont également attiré toute notre attention. Les Archives de l'État se veulent une institution moderne, largement accessible, tournée vers le public et proactive. Tant la nouvelle version du site internet que le bulletin d'informations électronique ont recueilli de nombreuses réactions positives de la part d'un public varié de visiteurs et de chercheurs amateurs ou aguerris. Nous avons pu également évaluer l'appréciation du travail des archivistes et des collaborateurs via l'enquête organisée l'année précédente (moniteur de qualité), via les dizaines de mails de 'clients' comblés et via les contacts avec les groupes de recherche et les universités. Malgré la possibilité de pouvoir photographier sans frais des pièces avec son propre appareil photo numérique – pour un usage personnel –, les rentrées provenant de la reproduction se sont stabilisées. Les réactions, suite à l'application du règlement de la salle de lecture, mis en place en 2006, ont généralement été très positives. Chaque opportunité fut saisie pour faire connaître à un large public nos collections et nouveaux produits – essentiellement les publications – et pour faire découvrir le fonctionnement des Archives de l'État aux groupes de visiteurs, dont de nombreux étudiants.

Tous ces signaux positifs ne font que renforcer la volonté des Archives de l'État de se lancer de nouveaux défis : optimiser davantage le service et la communication, résorber les arriérés concernant l'ouverture à la recherche, moderniser l'infrastructure, aussi bien les espaces destinés au public que les espaces de dépôt, et enfin devenir un chef de file en matière d'archivage numérique. L'implémentation de la salle de lecture numérique – c'est-à-dire l'offre via intranet d'instruments de recherche et de documents numériques – avance plus lentement qu'espéré. En effet, la capacité à préparer et suivre les dossiers d'investissement semble insuffisante. Malgré l'augmentation du personnel et l'introduction de méthodes de travail plus efficaces concernant l'ouverture à la recherche et le traitement des archives, d'importants fonds restent encore inaccessibles. Actuellement, des dizaines d'archivistes et gestionnaires de collections travaillent à ces tâches. Ils sont épaulés, chaque été, par de nombreux étudiants jobistes. Mais, il s'agit là d'une oeuvre de longue haleine. La rénovation et l'augmentation de l'infrastructure restent néanmoins un point faible. Les services d'archives restent, pour le stockage des documents, principalement dépendants des investissements à long terme (en bâtiments, en stockage et appareillage). Les projets de rénovation et de construction de nouveaux bâtiments tardent, leur préparation se déroule généralement de façon laborieuse et les moyens sont pour le moment insuffisants pour garantir la même qualité de service dans tous les dépôts des Archives de l'État. Pour finir, si les Archives de l'État veulent jouer à plein leur rôle de centre de connaissance en matière de gestion d'archives, l'obtention d'une expertise en matière de gestion d'archives numériques est essentielle. Durant l'année en cours, les premières étapes sur ce terrain furent, il est vrai, franchies par une politique dynamique de recrutement. Mais il faudra encore quelques années avant que nos 'Archives nationales' profitent de la reconnaissance qu'elles méritent.

Karel Velle
Archiviste général du Royaume

DIRECTION ET ORGANISATION

La compétence de prise de décision et de direction des Archives de l'État repose dans les mains de l'Archiviste général, assisté d'une série d'organes d'avis et de décision qui l'aident dans l'exécution du plan stratégique et opérationnel. Depuis quelques années, l'institution est dirigée par une équipe, qui se réunit une fois par mois et qui se compose de quatre personnes : l'Archiviste général du Royaume et les chefs de département. En fonction de l'ordre du jour, des gestionnaires de dossiers y sont invités (RH, ICT, comptabilité, etc.). Ce staff est, tout d'abord, un organe où sont échangées les informations et les expériences, où sont concrétisées les idées et où se décide la répartition des tâches. Toutes les décisions stratégiques sont également prises au sein du staff. Le staff valide le plan du personnel ainsi que les projets de circulaires et directives internes. Il juge également les rapports périodiques du personnel scientifique et prend les décisions se rapportant aux bâtiments et à l'infrastructure, aux contrats et investissements, aux initiatives de formation, aux publications, à la politique des collections (acquisition, conservation, numérisation), au marketing et communication ainsi qu'au service au public. Le staff travaille donc comme un véritable conseil d'entreprise.

Le **Jury de recrutement et de promotion**, organe chargé de donner des avis sur le recrutement, la nomination et la promotion du personnel scientifique statutaire, s'est réuni huit fois en 2007¹. Un jury élargi se prononce sur les demandes de reconnaissance du travail scientifique, similaires à un doctorat.

Un second organe d'avis et de décision est la **Commission de gestion**. Celle-ci surveille la bonne gestion de l'institution et se réunit quatre fois l'an.

La Commission de gestion² examine la gestion budgétaire et matérielle de l'institution, transmise par le Directeur général. Elle est chargée de fixer le plan cadre triennal des activités de l'institution, de clôturer les comptes et d'approuver les budgets (initiaux et ajustés). Elle contrôle aussi les achats supérieurs à 5.500 €, les marchés publics et le recrutement du personnel par l'institution sur ses fonds propres. En outre, la Commission de gestion surveille les travaux d'infrastructure et d'entretien, les mesures de sécurité vis-à-vis du personnel, du public et des biens, ainsi que l'achat de pièces de collection artistiques et historiques.

Un troisième organe, qui assiste la direction des Archives de l'État, est le **Conseil scientifique**³. Les principales tâches du Conseil consistent à : proposer des candidats aux fonctions dirigeantes, juger et classer les propositions de projets de recherche scientifiques (projets pluriannuels, doctorats, projets pour le recrutement des 'chercheurs adjoints') et les propositions pour subsidier les investissements en infrastructure scientifique, à financer par la Loterie Nationale. Le Conseil scientifique donne également des avis dans des dossiers stratégiques comme la modernisation et la révision de la Loi sur les Archives, le règlement de la salle de lecture, la révision du statut des institutions scientifiques et leurs organes de gestion ainsi que l'organisation générale de l'institution (implantation de bâtiments, etc.), pour autant que ceux-ci aient un impact sur la recherche scientifique au sein de l'institution. Se retrouvent régulièrement à l'ordre du jour des sujets qui ont un rapport avec la collaboration avec les universités (départements d'histoire) et d'autres institutions scientifiques. Le Conseil joue également un rôle important dans l'exécution du plan du personnel.

¹ Le Jury de recrutement et de promotion se compose de L. Grauls (président), conseiller général au SPP Politique scientifique et responsable de la politique RH du département, le Directeur général (rapporteur) et trois professeurs (L. François (UGent), A. Tixhon (FUNDP) et S. Jaumain (ULB)). En fonction de l'ordre du jour, un ou plusieurs membres du personnel dirigeant (chefs de département et de section) y sont invités. Le Jury élargi compte des membres externes supplémentaires.

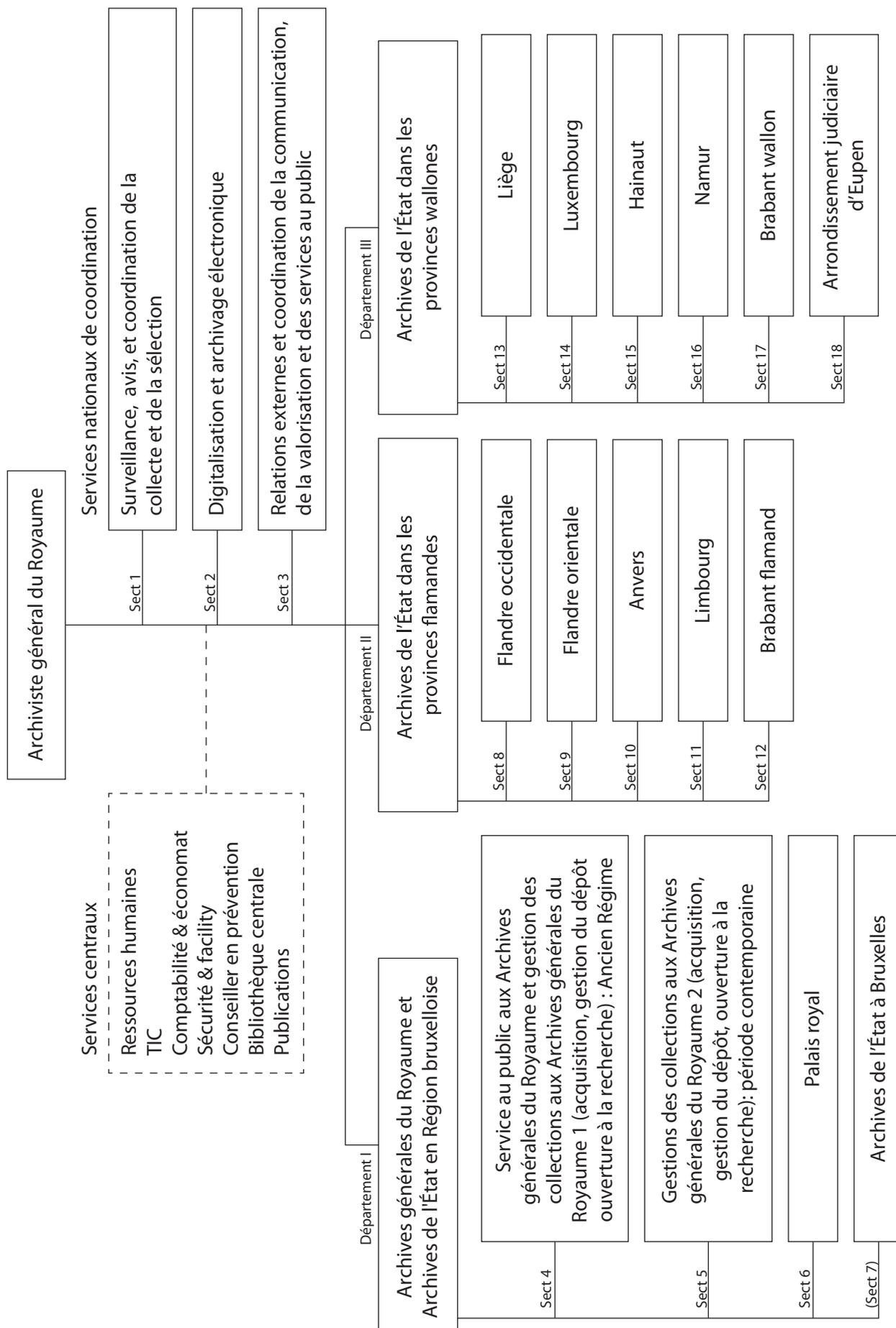
² Le président, W. De Smet, conseiller général, R. Renier, attaché, et le secrétaire, J. Lust, attaché du SPP Politique scientifique, ainsi que les fonctionnaires dirigeants (les Directeurs généraux des Archives de l'État et de la Bibliothèque royale), quatre membres externes (issus du secteur public et privé) et les présidents du Conseil scientifique des Archives de l'État et de la Bibliothèque royale font partie de la Commission de gestion. L'organe compte en outre l'inspecteur des Finances (G. Snykers/P. Annicaert), les comptables (C. Delhovren et A. Bastien) et les représentants du personnel (C. de Moreau de Gerbehaye et M. Van Droogenbroeck) des institutions respectives. Le président et un fonctionnaire du département, les deux Directeurs généraux (K. Velle et P. Lefèvre) et les quatre membres externes (G. Jacobs, J. Dauwe, C. Redant et B. Demoulin) ont droit de vote.

³ Le Conseil scientifique est présidé par le Prof. dr. C. Bruneel (UCL) et est composé des représentants de diverses universités belges et du personnel dirigeant de l'établissement. Le Directeur général est d'office vice-président de l'organe. H. Coppens, chef de département, donna sa démission comme membre du Conseil au cours de l'été 2007. Le Conseil peut se prévaloir d'un exercice bien rempli (neuf réunions).

En 2007, le Conseil a donné un avis motivé pour le recrutement de douze agents statutaires scientifiques et a dressé le profil pour la vacance d'emploi d'un certain nombre de fonctions dirigeantes : chef du département II (Flandre) et chef des sections 7 (Bruxelles), 11 (Limbourg) et 16 (Namur). Le Conseil a donné également son avis, en 2007, sur la nomination des chefs des sections 10 (Anvers) et 17 (Brabant Wallon).

Enfin, les Archives de l'État collaborent étroitement avec les représentants des organisations syndicales. Au **Comité de concertation de base** (CCB)¹, qui s'est réuni quatre fois en 2007, on traite les dossiers se rapportant au bien-être au travail et à la sécurité (entre autres, l'approbation du plan d'action annuel pour le bien-être au travail), ainsi que tous les problèmes qui se rapportent au statut et à la carrière du personnel, comme l'application du règlement d'ordre intérieur, l'évolution de la carrière, l'exécution du plan du personnel, etc. La contribution des membres externes du CCB est considérée comme particulièrement constructive.

¹ Les organisations suivantes étaient représentées au sein du CCB en 2007 : ACV / CSC, ACOD, VSOA / SLFP.



LES DÉPÔTS DES ARCHIVES DE L'ÉTAT PARTOUT EN BELGIQUE



I. PRESTATIONS ET RESULTATS EN 2007

CHIFFRES-CLÉS ET ÉVOLUTION			
		2007	2006
Personnel	Membres du personnel	263	234
	Équivalents temps-plein	226,85	211,37
Bâtiments	Surface totale opérationnelle (m ²)	108.303	104.457
	Surface magasins d'archives (m ²)	75.024	74.696
	Surface espaces destinés au public (m ²)	10.136	9.211
	Capacité de stockage pour archives et bibliothèque (m ²)	357.431	343.874
Archives gérées	En mètres linéaires	227.114,59	215.201,4
Acquisitions	En mètres linéaires	11.913,24	5.287
Séances de travail		72.487	80.437
Publications		81 (10.334 pg.)	52 (15.601 pg.)
Nombre de cartes de lecteur		6.782	7.021
Archives ouvertes via ABS-Archeion	Blocs d'archives	17.983	15.819
	Unités archivistiques	6.153.431	5.325.648
	Instruments de recherche	11.991	10.715
	Producteurs d'archives	18.570	12.758
Archives numérisées	Accroissement numérisation interne (en images)	115.974	83.170
	Accroissement numérisation GSU (en images)	821.444	846.953
	Accroissement numérisation externe (en images)	194.551	220.356

Surveillance exercée sur la gestion des archives des services publics

À l'exception des archives qui tombent sous le décret des archives de la Région Wallonne (2001), la conservation des archives des services publics belges est toujours réglée par la loi sur les Archives de 1955. Celle-ci confère à l'Archiviste général du Royaume et à ses délégués un pouvoir de surveillance sur la conservation des archives de tous les cours, tribunaux, administrations et institutions publiques belges. En outre, aucun document d'archives produit ou reçu par les pouvoirs publics ne peut être détruit sans l'autorisation expresse de l'Archiviste général.

Cette surveillance des archives publiques est aussi bien confiée aux archivistes de la section '*Surveillance, avis et coordination de la collecte et de la sélection*' (création fin 2006), qu'aux archivistes rattachés aux dépôts des Archives de l'État dans les provinces. La section exerce la surveillance sur les services centraux des institutions fédérales (SPF, SPP, établissements publics), tandis que la surveillance sur les services extérieurs des administrations fédérales, sur les cours et tribunaux du pouvoir judiciaire et sur les institutions régionales et locales sont du ressort des Archives de l'État dans les provinces.

En 2007, 41 archivistes étaient concernés par ce domaine d'activités, un chiffre identique à 2006. Ces archivistes ont effectué 748 visites et consacré 1.156 jours à leurs missions : deux fois plus qu'en 2006 (399 visites et 502 jours).

Sur 399 institutions contactées en 2007, 54 relèvent du pouvoir judiciaire (cours, tribunaux, parquets et auditorats du travail), 32 sont des services centraux des SPF et SPP et 56 sont des services extérieurs du SPF. 60 notaires et 2 chambres de notaires, 4 institutions provinciales, 77 communes et services d'archives communaux, 59 CPAS, 16 fabriques d'église et archives paroissiales, 12 polders et wateringues et 27 organismes relevant des communautés et des régions complètent le total.

Contacts avec les services publics en matière de 'Surveillance'



Outre les contacts personnalisés et spécifiques, les Archives de l'État effectuent aussi de plus en plus des audits globaux d'archives. Les audits ont principalement pour objectif d'aider les services concernés dans la gestion et la conservation de leurs archives, dans le respect de la législation en vigueur. Mais ils ont également un souci de rentabilité. En 2007, une évaluation globale a ainsi été réalisée pour les services centraux de la police fédérale, une autre a été entamée pour l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire (AFSCA). Outre ces 2 rapports d'audits, 152 rapports d'inspection ont été rédigés sur plusieurs dizaines d'institutions.

Avis

Comme son nom l'indique, la section '*Surveillance, avis et coordination de la collecte et de la sélection*' apporte aussi son soutien aux administrations qui souhaitent améliorer la gestion de leurs documents. Elle donne des avis, fournit des instruments de travail et organise des formations spécifiques, résolument pratiques. Ainsi, les Archives de l'État rédigent des directives pratiques sur les divers aspects de l'archivage. En 2007,

pour répondre à une demande du SPF Justice, un projet d'arrêté royal – qui devrait être publié en 2008 – a fixé les exigences minimales de qualité relatives à la conservation, au classement et à l'accessibilité des archives gérées par les greffes et les secrétariats de parquet de l'ordre judiciaire.

A côté des directives sur la gestion des archives destinées aux services publics producteurs d'archives, les Archives de l'État proposent aussi, pour ces mêmes destinataires, en réponse aux questions fréquemment posées, des brochures de conseil. Le thème du déménagement d'archives a ainsi été sélectionné en 2007.

De par leur position privilégiée d'observateurs et d'évaluateurs de la gestion des archives dans la sphère publique à tous les niveaux institutionnels, les archivistes de l'État jouent en outre le rôle de coordinateur entre les différents services publics. Les Archives favorisent l'échange d'information et de bonnes pratiques en matière de gestion des archives, mettent les services publics en contact, etc. Une rencontre a ainsi été organisée aux Archives de l'État à Mons pour les notaires afin de les familiariser avec les procédures de transfert d'archives de leurs prédécesseurs.

Collecte et sélection des archives

Les Archives de l'État mènent également une politique intégrée de surveillance et d'acquisition des archives publiques, en relation avec une politique de prospection et d'acquisition des archives d'origine privée. Ceci implique une coordination interne visant à optimiser les moyens dont disposent les Archives de l'État.

Étant donné l'énorme quantité d'archives publiques, il est impossible – et ce n'est d'ailleurs pas nécessaire – de conserver tous les documents. La rédaction de tableaux de tri archivistiques, l'instrument de base par excellence d'une gestion adéquate des archives, constitue par conséquent la priorité absolue pour les Archives de l'État.

Un tableau de tri est un aperçu systématique, une liste de toutes les séries d'archives – sur papier ou sous forme numérique – qui sont produits ou reçus dans le cadre de leurs activités par une personne ou une organisation. On y mentionne entre autres, par série d'archives, la durée de conservation administrative et la destination finale. De cette manière, l'organisation connaît dès le départ les documents qui peuvent être éliminés une fois leur durée de conservation administrative écoulée et ceux qui doivent être conservés de manière permanente, en vertu de leur importance historique ou leur valeur justificative. Le fait d'étiqueter les documents comme étant 'à éliminer' et le fait de donner l'autorisation d'éliminer ceux-ci, se basent sur des critères longuement réfléchis.

En 2007, les archivistes de l'État ont rédigé une trentaine de tableaux de tri. Ils ont aussi aidé les archivistes de certaines administrations fédérales, régionales ou communautaires dans la rédaction de tableaux de tri.



Avant : archives rencontrées dans le garage d'un service public



Après : ces mêmes archives dans un rayon aux Archives générales du Royaume (boîtes foncées) après tri, classement et conditionnement

Surveillance et avis en chiffre

En 2007, un poste fut affecté, pour la première fois dans le budget des Archives de l'État, à la surveillance. Le montant de 2.850,62 € couvre essentiellement les frais de déplacement des inspecteurs et l'organisation de réunions de coordination de quelques groupes de travail.

Quelques indicateurs donnent une image précise des activités et des résultats obtenus en 2007.

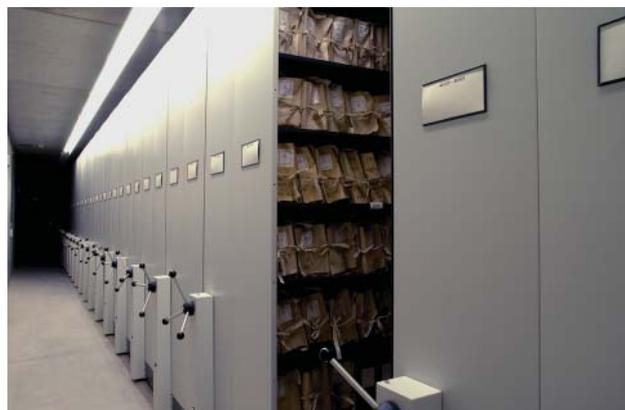
Contactés avec les services publics en matière de surveillance de la gestion archivistique	408
Rapports d'audit sur la gestion archivistique d'un producteur d'archives	2
Rapports d'inspection	152
Tableaux de tri rédigés par les Archives de l'État	28
Autorisation d'éliminer données aux institutions	192
Études institutionnelles sur les services publics	24
Directives et recommandations en matière de gestion archivistique	44
Brochures de conseil ou d'information	3
Évènements de sensibilisation organisés pour des producteurs d'archives (par ex. : sessions d'information, visites guidées des Archives de l'État)	26
Formations à la gestion des archives organisées par les Archives de l'État à l'intention des services publics	8
Interventions en vue de récupérer des archives en vente publique (protection du domaine public)	2

Un rapport détaillé des activités des Archives de l'État en matière de surveillance et avis est publié séparément.

Plus de 200 kilomètres linéaires d'archives



Un des dépôts d'archives des Archives de l'État à Anderlecht



Compactus aux Archives de l'État de Mons

Les archives sont le résultat écrit d'actes et d'activités relatifs à une institution ou une personne. Conformément aux règles de la science archivistique, les archives doivent être gardées par l'institution ou la personne qui a créé les documents en question ou qui les a reçus. Cet ensemble de documents issu d'un producteur d'archives s'appelle un fonds d'archives ou des archives.

Une masse de nouveaux documents est créée chaque jour. Dès que ces documents ont perdu leur fonction originale de pièce justificative ou de moyen mnémotechnique, ils sont soumis à un tri sévère par des collaborateurs d'archives. Seule une petite partie de ces documents entre en ligne de compte pour une conservation permanente comme source pour la recherche historique. Par archives, on pense spontanément à des documents écrits ou imprimés. Mais un document d'archives peut également prendre la forme d'une carte, d'un dessin, d'une photo, d'un enregistrement sonore ou d'un fichier informatique.

L'essentiel du patrimoine d'archives des Archives de l'État est constitué par des archives publiques, classées le plus souvent en deux périodes : l'Ancien Régime jusqu'en 1795 (date à laquelle la plupart des institutions publiques ont été supprimées) et la période contemporaine, de 1795 à nos jours. Les Archives de l'État conservent aussi bien des archives de l'autorité fédérale que des archives des instances publiques régionales, provinciales ou locales.

Des archives privées peuvent également être consultées chez nous : archives des institutions ecclésiastiques, comme les abbayes, les couvents, les églises, etc.; archives de personnes privées ou de familles (nobles); archives d'entreprises, de sociétés et d'associations ... sans oublier celles déposées par un grand nombre d'hommes politiques et de cabinets ministériels.

Diverses collections comme la collection '*Cartes et plans*', les édits et ordonnances de l'Ancien Régime, les faire-part de décès, les collections de photos, etc. complètent merveilleusement les fonds d'archives proprement dits.



Fragment de la plus ancienne carte connue de Diest, Archives du Conseil de Brabant

-----► La plus grande institution de conservation d'archives en Belgique

Nouvelles archives

Chaque année, pour ne pas dire chaque semaine, l'étendue des archives gérées par les Archives de l'État augmente. En 2007, l'accroissement était spectaculaire : les acquisitions d'archives ont doublé par rapport à l'année précédente. En 2006, le nombre en mètres linéaires était de 5.287 mètres, pour l'ensemble des Archives de l'État, il est de 11.913,24 mètres pour 2007. Ne sont pas pris en compte les 3.000 plans du cadastre qui devaient être versés aux Archives de l'État à Arlon.

L'accroissement, en 2007, des fonds d'archives gérés par les Archives de l'État, en mètres linéaires

Type d'archives	Accroissement en 2007	Archives gérées au 31.12.2007	Archives gérées au 31.12.2006
Archives des institutions publiques jusqu'en 1795			
Autorités centrales	0	9.695,11	9.695,11
Autorités régionales et supralocales	0,55	11.304,88	11.304,33
Autorités locales	4,02	11.058,26	11.054,24
Total	4,57	32.058,25	32.053,68
Archives des institutions publiques à partir de 1795			
Cours et tribunaux	5.107,74	36.901,84	31.794,1
Départements centraux du gouvernement national/fédéral	4.096,43	27.213,48	23.117,05
Départements centraux des gouvernements communautaires et régionaux	48,44	1.286,37	1.237,93
Services extérieurs et institutions publiques du pouvoir fédéral	148,63 + 3000 plans	27.773,2 + 3000 plans	27.624,57
Services extérieurs et institutions publiques des pouvoirs fédérés	0	1.803,73	1.803,73
Provinces	175	14.615,23	14.440,23
Autorités régionales et supralocales	54	1.293,66	1.239,66
Communes et autres autorités locales	320,98	9.461,04	9.140,06
Total	9.951,22 + 3000 plans	120.348,55 + 3000 plans	110.397,33
Archives des institutions publiques antérieures et postérieures à 1795			
Polders et waterings	0	358,27	358,27
Notaires	1.262,18	15.460,26	14.198,08
Total	1.262,18	15.818,53	14.556,35
Archives du Palais royal			
	5,05	3045,05	3040
Archives d'institutions de droit privé			
Institutions religieuses	41,24	6.494,48	6.453,24
Organisations privées, associations et entreprises	420,37	25.791,71	25.371,34
Familles et personnes	155,56	13.189	13.033,44
Total	617,17	45.475,19	44.858,02
Collections			
Registres paroissiaux et répertoires	1,05	1.898,77	1.897,72
État civil et tables	0	5.156,89	5.156,89
Autres collections documentaires	72	3.313,36	3.241,36
Total	73,05	10.369,02	10.295,97
Total des archives gérées	11.913,24 + 3000 plans	227.114,59 + 3000 plans	215.201,35

-----► La plus grande institution de conservation d'archives en Belgique

Les acquisitions par dépôts d'archives en 2007, en mètres linéaires
(les transferts entre les dépôts des Archives de l'État non inclus)

Dépôts d'archives	Accroissement en 2007	Accroissement en 2006
Dépt. I – Bruxelles		
AGR	339,21	1.735
Archives du Palais royal	5,05	25
Archives de l'État à Bruxelles (Anderlecht)	434,77	99
Archives de l'État à Bruxelles II (rue du Houblon)	4.046,43 ⁱ	
Total	4.825,46	1.859
Dépt. II – Provinces flamandes		
Anvers	156,5	198
Beveren	4.097,83	677
Bruges	109,9	117
Gand	25,25	38
Hasselt	157,02	76
Courtrai	101,84	299
Louvain	37,38	16
Renaix	0,64	16
Total	4.686,36	1.421
Dépt. III – Provinces wallonnes		
Arlon	295,77 + 3000 plans	72
Liège (+ Huy)	249,58	814 + 17
Louvain-la-Neuve	51,09 ⁱⁱ	103
Mons	1.319,81	643
Namur	204,87	96
Saint-Hubert	45,6	150
Tournai	38,5	37
Eupen	196,2	75
Total	2.401,42 + 3000 plans	2.007
Total général pour les Archives de l'État	11.913,24 + 3000 plans	5.287

ⁱ Les Archives de l'État à Bruxelles II (rue du Houblon) ont reçu aussi 821,34 mètres linéaires de registres des Bureaux de l'État civil de la Région de Bruxelles Capitale, qui étaient avant conservés aux Archives de l'État à Beveren.

ⁱⁱ Les Archives de l'État à Louvain-la-Neuve ont reçu aussi 220 mètres linéaires de registres paroissiaux et registres des Bureaux de l'État civil de l'arrondissement de Nivelles, anciennement conservés aux Archives de l'État à Saint-Hubert.

L'énorme accroissement d'archives enregistré à Beveren est lié à la place dont il dispose en tant que 'dépôt intermédiaire' pour tous les dépôts des Archives de l'État en Flandre. En effet, à l'exception des Archives de l'État à Hasselt, les différents dépôts néerlandophones connaissent un manque de place. Les archives contemporaines volumineuses – comme les archives des tribunaux et des services extérieurs du SPF Finances – versées par les services publics situés en Flandre, sont donc directement déposées au dépôt des Archives de l'État à Beveren, et non pas dans le dépôt de leur province. Le dépôt des Archives de l'État à Bruxelles II (rue du Houblon) joue de plus en plus un rôle similaire. Le transfert, par le SPF Intérieur, de près de 4 kilomètres de dossiers, concernant les dommages de la Seconde Guerre mondiale, y a ainsi été réalisé sous la direction de la section 5 'Archives contemporaines' des Archives générales du Royaume.

Un certain nombre de dépôts des Archives de l'État en Wallonie connaissent également un accroissement considérable. Logées à présent dans un nouveau bâtiment, les Archives de l'État à Mons recueillent systé-

-----► La plus grande institution de conservation d'archives en Belgique

matiquement les archives de tribunaux et de notaires. Ces archives étaient également la priorité, en 2007, à Arlon et Namur.

Conservation et restauration

La conservation matérielle des archives, confiées aux Archives de l'État, est une de nos missions primordiales. La conservation permanente des documents d'archives nécessite un stockage dans des locaux spécialement aménagés à cet effet, répondant à de sévères exigences en matière de température, d'humidité atmosphérique et de sécurité vis-à-vis du feu et de l'eau.

Les archives à proprement parler sont rangées dans des chemises et des boîtes non acides, pourvues des caractéristiques d'identification nécessaires. Les archives qui se sont corrodées au fil du temps doivent être restaurées et à nouveau reliées.



Archives de Cabinet versées aux Archives de l'État



Dépoussiérage et conditionnement d'archives

Conservation de base : dépoussiérage et conditionnement



Les étudiants jobistes emballent des archives aux AGR et à Tournai



Les étudiants jobistes, qui ont été engagés dans les différents dépôts des Archives de l'État dans le courant de l'été 2007, ont effectué un grand nombre d'activités qui avait trait au soin matériel des archives. Leurs réalisations étaient impressionnantes : ils ont aplani et dépoussiéré les documents et ont plié le matériel d'emballage. Plus de 5.500 mètres linéaires d'archives ont été réemballés et étiquetés. D'autres étudiants jobistes ont contribué à l'ouverture à la recherche de 844 mètres linéaires d'archives et de 500 cartes : au total, 3.552 descriptions ont été introduites.

► La plus grande institution de conservation d'archives en Belgique

Les activités des étudiants jobistes en chiffres

Aplanir les documents	118 mètres linéaires
Dépoussiérer les documents	1.188 mètres linéaires
Plier des boîtes d'archives	17.892 boîtes
Réemballer des archives	5.500 mètres linéaires
Coller des étiquettes sur les chemises	91.138 étiquettes
Coller des étiquettes sur les boîtes	13.957 étiquettes
Introduire des descriptions d'archives	3.552 descriptions

Projets de restauration dans notre propre atelier de restauration

2007 était une année de transition pour notre atelier de restauration. L'équipe a été élargie et on a commencé par l'aménagement d'un nouvel atelier de restauration plus spacieux, qui sera mis en service en 2008.

En ce qui concerne les activités de restauration proprement dites en 2007 : 33 cartes, 3 documents, 2 sceaux, 1 contre-sceau, 2 affiches et 1 registre firent l'objet d'une opération de restauration. 8 boîtes spéciales de conservation ont été réalisées et 16 documents et 1 maquette ont été préparés pour être exposés.



Restauration sous-traitée

Faire restaurer des documents dans des ateliers de restauration spécialisés est une opération très onéreuse. Étant donné les budgets limités, la restauration de documents ne peut se faire qu'au compte-gouttes. 2007 n'échappa pas à la règle et seul deux registres de minutes de notaires et une collection de chartes ont pu être donnés en restauration.

Autres supports d'information

Afin d'éviter les dégâts dû à l'usage, les archives souvent consultées (registres paroissiaux, registres de l'État civil) ou certaines archives à risques (par ex. cartes, plans, illustrations, anciennes chartes sur parchemin) ont été transférées sur un autre support d'information, principalement sur microfilm. Un soin particulier sera consacré dans un avenir très proche à la conservation de fichiers de données numériques, dont le transfert aux Archives de l'État se prépare.

Transfert sur microfilm

En 2007, 661 unités archivistiques ont été microfilmées dans les murs des Archives de l'État. Cela concernait souvent des registres volumineux, comme en témoigne le nombre de pages microfilmées : environ 92.400 pages.

-----► La plus grande institution de conservation d'archives en Belgique

Numérisation

Convertir des documents d'archives sous forme numérique est une des priorités des Archives de l'État. Ce souci ne doit pas être uniquement compris du point de vue de la conservation, mais aussi de notre ambition de réaliser, à partir de 2009, une 'salle de lecture numérique'. Nous reviendrons plus largement sur cette thématique dans le chapitre 'Archives dans un monde numérique'.

Projet 'collection de sceaux': préparation de la numérisation

La section 'Archives de l'Ancien Régime' gère, entre autres, une collection de 38.000 moulages de sceaux, la deuxième plus grande collection au monde. Dès 2008, cette collection sera intégralement numérisée, afin de permettre sa consultation via le site internet des Archives de l'État. Le concept du projet a été mis au point en 2007. Des tests en tous genres – tests photo, essais d'encodage – ont été effectués. La préparation matérielle des moulages a débuté. 11 collaborateurs sont concernés par ce projet, qui durera 7 ou 8 ans.



La collection des moulages de sceaux des AGR, la deuxième plus importante au monde (après celle de Paris)

Ouvrir les archives à la recherche

Selon la Loi sur les Archives de 1955, toutes les archives de plus de 100 ans, qui ont été versées aux Archives de l'État, sont en principe publiques. Dans un esprit de publicité de l'administration, tout a été mis en oeuvre pour garantir aussi la consultation d'archives plus récentes, sans perdre de vue la protection de la vie privée.

Une des tâches principales du personnel scientifique consiste à ouvrir les fonds d'archives à la recherche. Des produits fort divers sont développés à cet effet. Les plus courants sont : les guides et les jalons de recherche, les brochures dans lesquelles on explique l'utilisation de certains fonds d'archives ou de certains types de documents, les aperçus dans lesquels on décrit de manière concise l'ensemble des archives conservées dans un dépôt des Archives de l'État, et surtout les inventaires dans lesquels on décrit les unités archivistiques dans un ordre scientifiquement justifié. Chaque inventaire d'archives est le fruit d'une recherche institutionnelle et historique dans laquelle on expose le fonctionnement des organisations par le passé, les compétences que celles-ci possédaient et les activités qu'elles déployaient, les processus de travail qui y étaient appliqués et la production d'archives qu'elle a finalement générées.

Ces publications sont imprimées aux Archives de l'État même et sont mises en vente à des prix très démocratiques.

En 2007, 81 inventaires et ouvrages d'ouverture à la recherche ont été imprimés (pour un total de 10.334 pages). Une liste complète des publications parues en 2007 est reprise en annexe.

Projets d'ouverture à la recherche

Dans tous les dépôts des Archives de l'État, des projets d'ouverture à la recherche – vu la nature des fonds d'archives auxquels ils se rapportent – se réalisent de façon quasi continue. Les archives notariales, une source pleine de richesse pour toute recherche historique ou généalogique, en constituent un parfait exemple : la loi du 4 mai 1999 précise en effet que les notaires doivent donner leurs minutes et répertoires de plus de 75 ans en conservation aux Archives de l'État. Les archives des cours et tribunaux, du cadastre, des bureaux des hypothèques, de l'enregistrement et des contributions, etc., sont versées, elles aussi, de manière régulière dans les différents dépôts des Archives de l'État et ouvertes le plus rapidement possible à la recherche. Outre ces importantes tâches d'ouverture à la recherche récurrentes, des archives uniques ont également été classées et décrites dans chaque dépôt des Archives de l'État en 2007.



Photo issue des archives 'Boelwerf'

L'inventariage des archives du chantier naval 'Boelwerf', créé en 1829 et de réputation mondiale, s'est achevé aux Archives de l'État à Beveren. Il s'agit de 124 mètres linéaires d'archives qui comportent plus de 26.500 photos d'entreprises, et qui offrent des perspectives de recherche aussi bien pour l'Histoire de l'entreprise que pour l'Histoire sociale du secteur de la construction navale et de la commune de Tamise

Les archives de la société intercommunale IMALSO, responsable de, 1929 à 1999, de la construction et de l'entretien des tunnels de l'Escaut, comportent également une collection riche en photos. Ces archives ont été ouvertes à la recherche par les Archives de l'État à Anvers.

Les archives des temps de guerre ont largement été à l'honneur en 2007. Des fonds importants, portant sur les prisonniers de guerre, les colonies scolaires, la collaboration, etc., pendant la Première Guerre mondiale, ainsi que les archives de l'auditorat militaire de la période d'après-guerre, et de la cour martiale du 19^{ème}-début 20^{ème} siècle (Archives de l'État à Bruxelles et Archives de l'État à Namur), ont été ouverts à la recherche (Archives générales du Royaume). Les diverses séries de 'Dossiers de dommages de guerre de la Seconde Guerre mondiale', versées en 2007 par le SPF Intérieur, furent en grande partie encore ouvertes à la recherche en cette année 2007. Cela ne concerne pas moins de 22 kilomètres de documents – avec du matériel photo – qui ouvrent de nouvelles pistes de recherche sur la guerre même et sur la vie quotidienne

en cette période d'après-guerre. Parmi les 'dossiers de dommages de guerre', figurent également 500 mètres de dossiers de coloniaux ayant subi des dommages à la suite de l'indépendance du Congo, en 1960. Ces dossiers constituent une mine d'informations sur la communauté belge au Congo !



Des 'dossiers des dommages de guerre': Tournai, coin rue de l'Yser et marché aux Jambons

Les Archives de l'État à Arlon se sont surtout occupées, en 2007, de l'ouverture à la recherche de différentes séries d'archives, remontant jusqu'à 1825, issues du gouvernement provincial luxembourgeois : les bâtiments communaux ; les architectes provinciaux ; les entreprises, les mines et les carrières incommodes ; les égouts ; la distribution d'eau. Les Archives de l'État à Mons, ont ouvert le 'fonds français et hollandais' à la recherche, long de 220 mètres. Il s'agit là d'un des rares fonds hennuyers qui a échappé aux flammes de mai 1940. Ce fonds d'archives, très riche, fort peu été consulté jusqu'à présent en raison du manque d'instruments de recherche. Il en sera tout autre dorénavant.

Des fonds de l'Ancien Régime ont également été ouverts (ou davantage ouverts) à la recherche en 2007. L'inventoriage des échevinages et des cours censales a été clôturé aux Archives de l'État à Hasselt. L'ouverture à la recherche de l'importante série 'procès des villes (sauf Bruxelles)' du Conseil du Brabant a débuté aux Archives de l'État à Bruxelles (Anderlecht). Le classement et la description de diverses séries de grandes institutions publiques fédérales et supra-provinciales comme le Conseil privé, le Grand Conseil de Malines et la Chambre des comptes de Lille, se sont poursuivies aux AGR. Les Archives de l'État de Louvain et de Gand ont publié des instruments de recherche relatifs aux archives des abbayes, notamment celles de l'abbaye Saint-Corneille et Saint-Cyprien de Ninove et de l'abbaye Saint-Pierre à Gand.

Des salles de lecture dans tout le pays

Les archives sont acquises, conservées et ouvertes à la recherche en vue d'être consultées dans nos salles de lecture, aménagées au service du public, aux Archives générales du Royaume et aux Archives de l'État dans les provinces.

Les Archives de l'État comptaient, début 2007, 19 dépôts d'archives avec salle de lecture. Après le transfert des Archives de l'État de Huy à Liège – une opération qui eu lieu en août-septembre 2007 –, il restait encore 18 dépôts des Archives de l'État. Fin octobre, en raison d'une profonde rénovation du bâtiment, les archives conservées aux Archives de l'État à Anvers ont été transférées à Beveren. La collection de microfilms des AE d'Anvers est, quant à



Salle de lecture de microfilms temporaire aménagée dans la rue Sanderus à Anvers, afin de tenir compte des besoins des généalogistes pendant la période de rénovation des Archives de l'État d'Anvers. Les archives originales du ressort d'Anvers peuvent être consultées aux Archives de l'État à Beveren.

elle, restée à Anvers : depuis le 30 octobre 2007, elle peut être consultée – temporairement – dans une salle de lecture de la rue Sanderus spécialement aménagée à cet effet.

Tous les dépôts des Archives de l'État sont équipés d'une bibliothèque, où les lecteurs disposent d'un large éventail d'études régionales et locales.

La bibliothèque centrale, aux Archives générales du Royaume, se développe également sans cesse. La collection comprend des études historiques sur divers périodes, thèmes et régions. Elle présente aussi un grand choix de livres et de revues archivistiques. En 2007, on comptait 567 abonnements à des revues. Par ailleurs, 3.290 titres supplémentaires ont été acquis et introduits dans le catalogue. La bibliothèque centrale comptabilisait 453 visites de travail de lecteurs externes et 750 visites de collaborateurs d'Archives.

Nos lecteurs et leurs souhaits

Nombre de visiteurs

Cartes de lecteur vendues

Archives de l'État	Total 2007	20 €	10 €	5 €	0 €	Total 2006
Beveren	828	551	33	169	75	865
ARA / AGR	784	174	387	175	48	674
Anderlecht	655	428	74	104	49	800
Louvain	504	302	101	66	35	433
Mons	465	345	10	107	3	379
Liège	436	324	43	68	1	404
Namur	404	198	87	91	28	366
Courtrai	401	237	11	72	81	402
Anvers	363	249	17	59	38	532
Tournai	298	244	8	44	2	288
Hasselt	293	183	11	84	15	300
Gand	278	78	140	51	9	291
Arlon	265	166	11	83	5	301
Bruges	261	202	21	38	0	319
Renaix	236	154	11	69	2	282
Saint-Hubert	151	107	1	43	0	130
Eupen	104	39	9	49	7	133
Huy (année incomplète)	56	38	3	8	7	122
	6782	4019	978	1380	405	7021

Légende

20€ = tarif normal | 10€ = tarif étudiant | 5€ = carte pour une semaine | 0€ = visiteurs officiels ou ayant droits

Les Archives de l'État ont un public fidèle : malgré l'intégration des Archives de l'État de Huy aux Archives de l'État de Liège et la fermeture temporaire des Archives de l'État d'Anvers, et malgré la possibilité d'effectuer de plus en plus des recherches préalables via le nouveau site internet, le nombre de cartes de lecteur délivrées n'a que légèrement diminué par rapport à l'année dernière : 6.782 en 2007, pour 7.021 en 2006.

On peut également remarquer, à partir des tarifs des cartes vendues, qu'un grand nombre d'étudiants se rendent aux Archives générales du Royaume et aux Archives de l'État à Gand, Louvain ainsi qu'à Namur. La plupart des visiteurs réguliers viennent toutefois aux Archives, à la recherche de leur arbre généalogique. Les généalogistes et spécialistes des familles passent souvent, chaque année, des dizaines de jours en salle de lecture de l'un ou de plusieurs dépôts des Archives de l'État. Ceci ressort du nombre de sessions de tra-

vail enregistrées en 2007 aux Archives de l'État, chaque personne devant s'enregistrer lors de sa visite à la salle de lecture (une visite par jour maximum).

Archives de l'État	2007	2006
ARA / AGR	4.170	4.272
Anderlecht	8.531	9.843
AKP / APR	550	544
Anvers	4.250	6.270
Beveren	8.762	9.595
Bruges	3.651	4.008
Gand	1.922	3.199
Hasselt	2.570	3.352
Courtrai	4.878	5.258
Louvain	5.825	5.358
Renaix	1.873	2.413
Arlon	3.049	3.522
Liège (+ Huy)	7.494	9.592
Mons	5.648	3.548
Namur	4.071	4.267
Saint-Hubert	1.000	946
Tournai	3.574	3.737
Eupen	669	713
Total	72.487	80.437

En 2007, le nombre total de visites de travail en 2007 a davantage diminué que la vente de cartes de lecteurs. Cela se vérifie quand on examine le nombre moyen de visites de travail par lecteur : celui-ci est passé de 11,46 en 2006 à 10,68 en 2007. Une évolution logique, étant donné que de plus en plus de documents sont proposés sur les divers sites internet – pas seulement sur le site des Archives de l'État, mais aussi sur les sites internet des associations généalogiques, des cercles d'Histoire ou des centres de documentation.

Il faut tenir compte, dans l'interprétation du nombre moyen de visites, que les cartes gratuites ne sont, en principe, distribuées qu'aux personnes qui ne viennent qu'une seule fois, et qu'on ne peut effectuer que 5 visites de travail au maximum avec une carte/semaine. Le nombre moyen de visites de travail par lecteur est donc, de ce fait, un peu plus élevé.

Si le nombre de visites de travail reste assez stable aux Archives du Palais royal et à Saint-Hubert, la tendance est nettement à la hausse aux Archives de l'État à Louvain et à Mons : à Louvain, il y a une grande fréquentation de la part des étudiants. À Mons, le chiffre de 2006 est cependant quelque peu erroné, étant donné que la salle de lecture a été fermée quelques mois cette année-là, en raison du déménagement vers le nouveau bâtiment. Les Archives de l'État à Anvers ont connu la même situation : la salle de lecture a été fermée en septembre et en octobre pour permettre le déménagement des archives aux Archives de l'État à Beveren. En novembre et en décembre, seule la salle de lecture de microfilms était ouverte à Anvers, dans la rue Sanderus.

La forte baisse aux Archives de l'État à Gand résulte d'une tout autre raison. En effet, la salle de lecture y est traditionnellement fort fréquentée par un grand nombre d'étudiants, mais les exercices de séminaire 2007-2008 de la section Histoire ont été modifiés : 97 étudiants en candidature y ont acheté une carte de lecteur (tarif étudiant), ont reçu une tâche sur base de sources numérisées par les Archives de l'État, et ont travaillé à leur tâche sur leur propre ordinateur.

Le 'Moniteur de qualité' : une enquête de satisfaction auprès des visiteurs des archives

En 2007, tout comme en 2005, tous les dépôts des Archives de l'État ont participé au 'Moniteur de qualité. Services archives 2007. Une enquête parmi les visiteurs des archives aux Pays-Bas et en Belgique'. Ce questionnaire, adressé au public, nous a permis d'avoir une meilleure image de celui-ci, de ses thèmes de recherche et de ses souhaits.

Les 838 formulaires recueillis ont attesté de la satisfaction générale vis-à-vis de notre service au public avec un pourcentage très élevé de 83% (égalant presque le résultat de 2005 qui s'élevait à 84%). Le profil du lecteur reste également inchangé : homme, 50 ans ou plus, pensionné, d'un niveau d'instruction élevé, et à la recherche d'informations généalogiques.

	Généalogie	Historique	Habitation / rue	Photos et/ou images
Sexe				
Homme	73%	73%	72%	64%
Femme	25%	27%	27%	35%
Âge moyen				
34 ans ou plus jeune	4%	38%	23%	32%
35-49 ans	14%	12%	15%	21%
50-64 ans	46%	28%	41%	37%
65 ans et plus	35%	22%	20%	10%
Niveau de formation				
Primaire	4%	3%	3%	8%
Secondaire	43%	25%	37%	28%
Supérieur	51%	73%	59%	63%
Activités				
Travailleur	29%	43%	47%	59%
En âge scolaire, étudiant	2%	14%	7%	8%
Retraité, pré-retraité	58%	34%	33%	18%
Autres, y compris sans indication	10%	9%	11%	14%
Type de service utilisé				
Visite en salle de lecture	85%	82%	78%	72%
Site internet	41%	50%	47%	62%
Par écrit	13%	25%	28%	31%
- e-mail	10%	22%	21%	29%
- courrier	3%	3%	7%	2%
Par téléphone	18%	28%	32%	32%

Aperçu des caractéristiques des visiteurs des Archives de l'État

Afin de garantir un service optimal au public, des améliorations sont surtout nécessaires dans les domaines suivants : les bâtiments et les salles de lecture (accès pour les moins valides; locaux de rencontre/détente pour le public), la qualité des documents reproduits et le délai de livraison de ces reproductions, ainsi que le site internet (plus de clarté, de contenu, de netteté sur l'information disponible dans les bases de données).

Des efforts seront consentis en 2008 pour aborder ces points concrètement. Ceci implique naturellement des investissements au niveau du personnel et des moyens. En ce qui concerne la formation du personnel, des cours et des formations sont prévus dans les prochains mois. Au niveau technique, des nouveaux *reader scanners* seront installés et on continuera à développer la salle de lecture numérique. Dans un constant souci d'améliorer le service au public, les Archives continueront d'étoffer le site internet (et plus spécialement la partie Bases de données). Les Archives s'occuperont aussi davantage de la charte de qualité et des

FAQ's, afin de répondre plus efficacement aux questions des visiteurs du site internet. Les résultats du Moniteur de qualité sont disponibles sur notre site internet

Pour un large public : visites guidées et expositions

Les groupes et associations peuvent effectuer, sur réservation, une visite guidée de n'importe quel dépôt des Archives de l'État. Sous la conduite d'un archiviste, les intéressés peuvent ainsi faire connaissance avec notre institution et avec le travail de l'archiviste, et admirer de près quelques documents extraordinaires.

Des groupes d'étudiants en Histoire, en Sciences archivistiques et bibliothécaires, ou issus d'autres disciplines, qui fréquentent les salles de lecture dans le cadre de leurs recherches, viennent également régulièrement nous rendre visite afin de découvrir l'envers du décor des Archives. Des visites guidées ainsi que des séminaires plus spécifiques sur l'usage des sources sont organisées à leur intention tant aux Archives générales du Royaume qu'aux Archives de l'État dans les provinces. En été, les Archives générales du Royaume accueillent traditionnellement les étudiants de la 'Summer school' mise sur pied par le Musée royal de l'Afrique centrale.

Les élèves des écoles primaires et secondaires sont tout autant fascinés par les merveilles abritées aux Archives.



Les étudiants de la Summer school examinent une carte du Congo (dans l'atelier de restauration des AGR)



Visites guidées dans les magasins des AGR

Lors des Journées du patrimoine et des journées portes-ouvertes, les visiteurs peuvent également pénétrer dans les coulisses des différents bâtiments.

En 2007, les Archives générales du Royaume et les Archives de l'État des provinces flamandes ont participé à la Journée du patrimoine sur le thème 'Niet te schatten' [À ne pas sous-estimer] et ont organisé des expositions temporaires autour des 'valeurs' des archives. Les Archives de l'État à Courtrai se sont tout particulièrement adressées aux familles avec l'exposition 'Weggooien of bewaren' [Jeter ou conserver] jumelé avec un jeu interactif 'Kruip in de huid van de archivaris' [Mettez-vous dans la peau d'un archiviste]. 800 personnes ont assisté à l'événement.

Les Archives générales du Royaume organisent régulièrement des expositions pour le grand public. Des documents d'archives uniques et fascinants, comprenant photos, films et objets de collections y sont exposés.

Ces expositions sont la plupart du temps liées à un thème historique qui se trouve, pour l'une ou l'autre raison, sous les projecteurs.

Ainsi, ont notamment été organisées en 2007 les expositions '*Spaak, Rothschild, Snoy. De Val Duchesse au Traité de Rome*' (Hall d'entrée AGR) et '*300 Jahre evangelisches Pfarrhaus in Eupen (1707-2007)*' (organisé par les Archives de l'État à Eupen dans la paroisse évangélique d'Eupen).

Des archives récemment acquises ou de nouvelles publications constituent également une belle oppor-

tinité pour une exposition à thème. L'exposition 'Congo s.a. Images des entreprises belges au Congo' (AGR), réalisée en collaboration avec l'Association pour la Valorisation des Archives d'Entreprises (AVAE), nous a permis de montrer des photos et documents issus des archives d'entreprises coloniales. Les Archives de l'État à Liège ont par ailleurs mis l'accent sur les 'Trésors des Archives de l'État à Liège', lors d'une exposition qui s'est tenue au siège d'ING à Liège.



Trésors des Archives de l'État de Liège



Congo s.a. : images des entreprises belges au Congo (AGR)

Outre la mise sur pied d'expositions, les Archives de l'État collaborent souvent à des expositions organisées par des tiers, par exemple en sélectionnant et prêtant des documents d'archives. Ainsi, les Archives de l'État de Namur ont prêté leur concours à l'exposition 'Vauban entre Sambre et Meuse 1707-2007', qui pouvait être admirée à la Citadelle de Namur.

L'exposition itinérante 'Archief op het Spoor' [Archives sur les rails], une initiative du 'Waas Archievenoverleg', à laquelle ont participé les Archives de l'État à Beveren, s'est tenue, quant à elle, dans divers centres culturels, services d'archives, écoles, maisons de repos et même au sein du shopping center du pays de Waas.

Cette exposition raconte, au moyen de documents d'archives, des anecdotes qui se sont déroulées dans un passé plus ou moins lointain au pays de Waas. Le DVD, réalisé dans le cadre de l'exposition 'Het leven zoals het is: archief', présente huit services d'archives du pays de Waas, dont les Archives de l'État à Beveren.

Les Archives de l'État se transforment également parfois en lieu haut en couleurs. Au cours de l'automne 2007, les salles d'exposition des Archives générales du Royaume ont accueilli des dizaines de peintures et de sculptures de jeunes artistes latino-américains, aux côtés des travaux du célèbre peintre et sculpteur équatorien Pablo Guayasamin. L'événement, une initiative de l'asbl Espacio Latino Americano, a été inauguré en présence de plusieurs diplomates latino-américains.



Travaux de l'artiste équatorien Pablo GUAYASAMIN



Quelques exemples des travaux des jeunes artistes latino-américains

Journées d'étude et workshops

Les murs des AE Liège abritent l'asbl CELIDA (Centre liégeois de documentation archivistique). Outre les représentants des services d'archives liégeois, le centre rassemble des généalogistes, des historiens amateurs et des scientifiques. Afin de valoriser les archives conservées aux AE Liège, les Archives de l'État et CELIDA organisent diverses activités : un cycle annuel de conférences, un cours de paléographie, des journées portes-ouvertes, des expositions, des journées d'étude, des visites dans d'autres centres archivistiques, etc. À l'occasion de l'exposition 'Trésors des Archives de l'État à Liège', une journée d'étude a été organisée en 2007 : 'Trésors des Archives de l'État à Liège. Conservation et valorisation du patrimoine archivistique'.

Les Archives de l'État à Bruges et à Courtrai se sont adressées à un tout autre groupe-cible. Elles ont organisé, à Courtrai, une soirée d'information sur la conservation des archives dans le monde des entreprises de Flandre occidentale.

À Bruxelles, la journée d'étude 'Entreprises et Congo. Le destin d'un patrimoine archivistique exceptionnel' visait à nouveau un public d'historiens et d'archivistes. Dans le prolongement de cette journée, l'exposition 'Congo s.a. Images des entreprises belges au Congo' a été inaugurée ; il s'agissait d'une initiative conjointe des AGR et de l'AVAE.



Journée d'étude 'Entreprises et Congo. Le destin d'un patrimoine archivistique exceptionnel' (AGR, 19 octobre 2007)

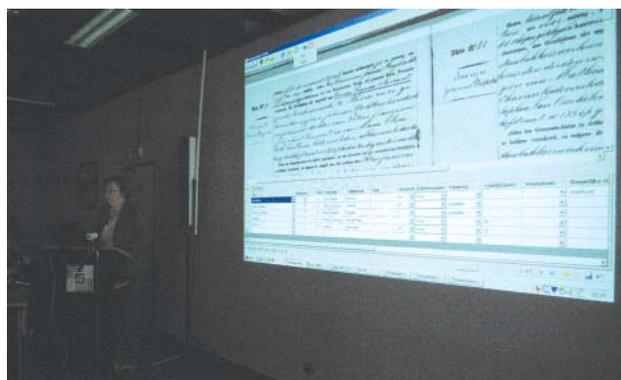
Les Archives de l'État ont étroitement collaboré au colloque 'La santé et sa mémoire. Les archives médicales et leurs ressources', organisé par Archives et Bibliothèques de Belgique à l'occasion de son 100^{ème} anniversaire. Ce colloque revêtait une dimension internationale de par la participation d'orateurs venant de six pays différents (Belgique, Pays-Bas, France, Grande-Bretagne, Canada, Chine). Les orateurs ont évoqué, entre autres, les multiples utilisations possibles des archives médicales, les potentialités qu'ouvrent les technologies nouvelles, mais aussi les précautions critiques qu'il faut mettre en œuvre lorsqu'on a recours à ce type d'archives.

Initiatives pour les généalogistes

Des visites guidées pour les membres des cercles d'Histoire régionale et de généalogie ont régulièrement lieu aux Archives générales du Royaume et aux Archives de l'État dans les provinces.

Les généalogistes et spécialistes des familles constituant un important groupe-cible, les Archives de l'État essaient de répondre favorablement à leurs questions et souhaits.

La journée d'étude 'Van stamboom tot demografie' [De l'arbre généalogique à la démographie], organisée par les Archives de l'État de Bruges à la bibliothè-



Démonstration Demogen Visu

que publique brugeoise 'Biekorf' souligne l'importance de la recherche historique et démographique, a pu compter sur un réel intérêt du public et de la presse régionale.

Périodiquement, des workshops pour généalogistes débutants ont lieu lors des jours de fermeture, dans la salle de lecture des AE Courtrai, en collaboration avec la section VVF de Courtrai. Aux AE Bruxelles (Anderlecht), les spécialistes des familles se rencontrent annuellement à l'automne pour la journée d'étude et de rencontre '*La généalogie débute dans votre salon*'. Le ministre Pascal Smet était également présent en 2007 et l'événement a été couvert par 'TV Brussel'.

Le projet d'analyse online '*Demogen Visu*', lancé en 2007, a également été présenté, lors de cet événement. Les 'Démogenistes' peuvent analyser de chez eux les actes de l'État civil, qui sont ensuite repris dans une base de données '*Rechercher des personnes*' des Archives de l'État. Les possibilités de ce nouveau projet furent commentées lors d'une journée de rencontre avec les associations généalogiques, qui s'est déroulée en automne au foyer des Archives générales du Royaume.



Journée d'étude et de rencontre avec les associations généalogiques (25 septembre 2007)

Les AE de Namur ont mis également leur expertise à la disposition du grand public et ont prêté leur concours à un reportage sur la recherche généalogique qui fut diffusé par la télévision locale Canal C.

Collaboration à des programmes TV et des films

Il arrive régulièrement que des archives soient prêtées pour des reportages ou des films. Ainsi, en 2007, la radiotélévision publique japonaise a fait usage de pièces de dossiers d'un procès provenant des archives du Conseil de Flandre (Archives de l'État à Gand) pour tourner un documentaire sur la justice des 15^{ème} et 16^{ème} siècles.

Les archivistes de l'État sont des invités appréciés de l'émission de Canvas '*Verloren Land*', dans laquelle un Flamand célèbre part à la recherche de l'histoire de sa famille. Les Archives de l'État ont collaboré à divers épisodes de cette émission, aussi bien en prêtant leur aide aux recherches de l'équipe TV qu'en donnant des interviews.

Le film '*Modus Operandi*' de Hugues Lanneau – dans les salles à partir de mars 2008 –, qui raconte l'histoire des poursuites à l'encontre des Juifs en Belgique, a été, lui aussi, réalisé à l'aide de documents d'archives conservés aux Archives générales du Royaume. Un archiviste de l'État fit en outre partie du comité scientifique ; celui-ci avait pour but d'assister les réalisateurs du film pour tous les aspects liés au contenu.

Un reportage sur le poète Paul Van Ostaijen fut également tourné en partie dans les dépôts d'archives et en la salle de lecture des Archives générales du Royaume. À cette occasion, le journaliste flamand, Marc Reynebau, y interviewa un archiviste.



Notre site internet et notre bulletin d'informations

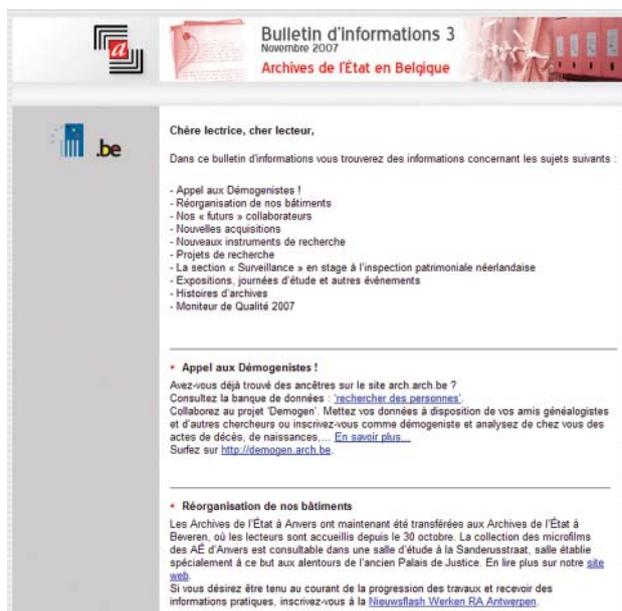
En 2007, les Archives de l'État firent un grand pas dans le monde numérique : le 15 juin, notre nouveau site internet prit son envol. Au cours du même mois, le 27 juin, nous avons envoyé notre premier bulletin électronique.

Sur le site internet, on trouve naturellement des informations sur les adresses et les heures d'ouverture et sur les missions et réalisations des Archives de l'État. Les puissants moteurs de recherche, qui permettent une recherche dirigée dans les différentes bases de données, sont un autre gros atout. A l'avenir, de plus en plus de fonds seront accessibles à partir de l'écran par le biais de ces moteurs de recherche. Dans le courant de 2007, on a continué à développer le site internet et une traduction en allemand et en anglais a été entamée.



Page d'accueil du nouveau site internet, lancé le 15 juin 2007

Mois	Visiteurs uniques	Nombre de visiteurs	Pages	Hits
Juin 2007	10244	15254	351610	978123
Juillet 2007	10476	15941	346969	943148
Août 2007	2898	3998	82867	237397
Septembre 2007	11872	18073	349808	916897
Octobre 2007	12022	18554	360512	1003890
Novembre 2007	14688	21792	465549	1293894
Décembre 2007	12260	18209	438277	1087392
Total	75413	114058	2540649	7259131



En 2007, trois bulletins d'informations ont été publiés. Les sujets traités portaient sur les bâtiments des Archives, les nouvelles acquisitions et publications, les projets de recherche, les expositions et les journées d'étude. Dans la rubrique 'Histoires d'archives', des découvertes remarquables sont présentées. Fin 2007, le bulletin d'informations a été distribué par courrier électronique à 4.533 abonnés.

Le bulletin d'informations paraît en français et en néerlandais. On peut s'y abonner gratuitement via le site des Archives de l'État.

Les Archives de l'État sont une institution scientifique qui se consacre à la recherche institutionnelle et archivistique. Cette recherche s'effectue notamment sur base des tâches quotidiennes effectuées par les archivistes en matière de classement et de description des archives, de rédaction des parties introductives des inventaires, de rédaction de tableaux de gestion et de tableau de tri ainsi que de réponses aux questions des lecteurs et des pouvoirs publics...

Les Archives de l'État se consacrent également à des projets de recherche. Certains projets exigent une recherche fondamentale qui aboutit à une thèse de doctorat.

Projets de recherche

En 2007, 12 projets de recherche étaient en cours :

Instance qui subsidie	Titre du projet	Durée
Politique scientifique fédérale	Les organismes d'intérêt public ou parastataux en Belgique. Création, action, fonctionnement	2000-2007
Politique scientifique fédérale	Enregistrement et valorisation des archives d'entreprises comme source de l'étude de l'histoire de l'industrialisation dans la province de Flandre occidentale	2004-2008
Politique scientifique fédérale	Guide des sources d'archives relatives à l'histoire de la première guerre mondiale en Belgique et au Congo belge	2006-2010
Politique scientifique fédérale	Culture, science et enseignement entre 1794 et 1814: un guide archivistique	2005-2007
Politique scientifique fédérale	Répertoire des institutions publiques régionales et locales en Hainaut et Tournai-Tournais sous l'Ancien Régime	2005-2008
Politique scientifique fédérale	Pouvoirs politiques et administrations dans la Principauté de Liège du Moyen Âge à la fin de l'Ancien Régime (985-1795): Guide des sources relatives aux institutions publiques centrales, régionales et locales	2006-2007
Politique scientifique fédérale	Enregistrement et valorisation des archives d'entreprises comme source de l'étude de l'histoire de l'industrialisation dans la province de Flandre orientale au cours des deux derniers siècles	2007-2010
Politique scientifique fédérale	'Justice and Society. Sociopolitical history of justice administration in Belgium 1795-2005'. (projet PAI)	2007-2010
Politique scientifique fédérale	Contribution à la recherche sur les administrations intermédiaires dans le Comté de Flandre. Le cas du Pays de Waas (1515-1795)	2007-2011
Politique scientifique fédérale	"Au cœur de la Cour". Une analyse du personnel et du fonctionnement du greffe du Conseil de Flandre (15 ^{ème} – 18 ^{ème} siècles)	2007-2011
FWO-Vlaanderen (Max Wildiersfonds) 2004-6: Pol. Sc. Fed. 2007-8: moyens propres	Répertoire des écoles latines et leurs archives dans les Pays-Bas méridionaux (vers 1500-1795)	2000-2004 2004-2006 2007-2008
Commission royale d'Histoire	Ouverture à la recherche de la correspondance diplomatique entre Vienne et Bruxelles (1740/48 - 1790)	2007-2010

Nouveaux projets de recherche 2007

"Au cœur de la Cour". Une analyse du personnel et du fonctionnement du greffe du Conseil de Flandre (15^{ème} – 18^{ème} siècles)

Pour cette thèse de doctorat, l'auteur réalise une recherche institutionnelle et prosopographique dans un fonds d'archives de 1000 mètres linéaires, conservé aux Archives de l'État à Gand.

Archives pénitentiaires et archives de la police judiciaire

Les Archives de l'État participent au projet PAI 'Justice and Society. Sociopolitical history of justice administration in Belgium 1795-2005'. Il s'agit d'un projet de recherche auquel participent trois universités belges (UCL, UGent et FUSL), le CEGES, l'Université libre d'Amsterdam et l'Université de Lille III. Le projet a pour objectif de réaliser une analyse socio-politique du fonctionnement du système judiciaire, de 1795 à nos jours. Deux chercheurs, sur un groupe de douze, travaillent aux Archives de l'État. Ils s'occuperont de l'inventoriage des archives des brigades de la police judiciaire et des archives pénitentiaires des provinces wallonnes et de Bruxelles. Ils réaliseront également un guide archivistique sur la justice et sur la police en Belgique.



Collaborateurs du PAI 'Justice and Society'

Contribution à la recherche d'administrations intermédiaires dans le Comté de Flandre. Le cas du Pays de Waas

Réalisé aux Archives de l'État à Beveren, cette thèse de doctorat a un triple objectif : faire un tour d'horizon de l'organisation de la châtelainie, analyser le rôle du Collège principal et étudier le personnel politique du Collège principal.

Enregistrement et valorisation des archives d'entreprises comme source de l'étude de l'histoire de l'industrialisation dans la province de Flandre orientale, au cours des deux derniers siècles

Ce projet a deux grands objectifs : la recherche et la valorisation des archives d'entreprises ainsi que la recherche relative à l'industrialisation. Ces informations seront réunies en un registre central automatisé pour la Flandre, qui sera régulièrement actualisé.

Des projets semblables ont déjà été réalisés pour Anvers, le Brabant flamand et la Région de Bruxelles-Capitale. Un autre projet est en cours pour la Flandre occidentale et prendra fin en 2008.

Ouverture à la recherche de la correspondance diplomatique entre Vienne et Bruxelles (1740/48 – 1790)

Cette importante correspondance diplomatique a été complètement indexée (noms de personnes et de lieux, sujets). Elle comprend une information contextuelle abondante. Le projet se déroule en collaboration avec le Commission royale d'Histoire.

Pouvoirs politiques et administrations dans la Principauté de Liège du Moyen Âge à la fin de l'Ancien Régime (985-1795): Guide des sources relatives aux institutions publiques centrales, régionales et locales.

L'objectif du projet est de répondre aux aspirations des chercheurs belges et étrangers, des généalogistes, des historiens amateurs et des étudiants (d'université) en mettant au point un aperçu des sources. Le guide

fournira en même temps des informations sur l'accessibilité et les possibilités de la recherche.

Notre site internet vous fournit de plus amples informations sur ces projets.

Gestion des archives – aspects de fond

Sensibiliser: sessions d'information et de formation

L'amélioration de la gestion des archives au sein des services publics dépend en grande partie de la prise de conscience des managers publics de l'utilité et des avantages d'un archivage permanent. Il est absolument nécessaire de convaincre les fonctionnaires dirigeants que les archives ne sont pas seulement de 'vieux papiers', mais qu'elles constituent une source d'information et un instrument pour la gestion de la connaissance. D'autre part, un tri efficace et une bonne conservation de ces archives contribuent à un meilleur fonctionnement du service.

En 2007, les Archives de l'État ont accentué, leurs efforts pour sensibiliser les fonctionnaires à tous les niveaux de la hiérarchie. Ceci s'effectua via plusieurs canaux : réunions avec le topmanagement, participation à des réseaux professionnels (plus particulièrement la e-community des managers fédéraux de la connaissance KMNet), des réunions de travail organisées ou des journées d'étude, organisation de 26 initiatives de communication (sessions d'information et visites guidées des Archives de l'État) et de 8 formations d'un demi-jour ou d'un jour pour les collaborateurs des services publics, destinées à les familiariser à la gestion des archives et à la préparation de versement de documents aux Archives de l'État.

Aviser et faciliter : directives et brochures

Les Archives de l'État élaborent des instructions pratiques sur les différents aspects de la gestion d'archives, aussi bien pour rappeler les services publics à leurs responsabilités et à leurs obligations légales en matière de conservation d'archives que pour leur fournir les renseignements nécessaires pour satisfaire à leurs obligations. Un avant-projet d'arrêté royal, rédigé en 2007 à la demande du SPF Justice, a fixé les exigences minimales de qualité relatives à la conservation, au classement et à l'accessibilité des archives gérées par les greffes et les secrétariats de parquet du pouvoir judiciaire. La publication de cet arrêté royal est attendue pour 2008.

Outre les directives sur l'archivage destinées aux producteurs d'archives publics, les archivistes de l'État proposent également des brochures d'avis pour ce même groupe-cible, en réponse aux questions qui leur sont souvent posées par les services publics. En 2007, ils se sont ainsi penchés sur l'organisation d'un déménagement d'archives.

Gestion des archives – aspects matériels

Les questions relatives à la gestion fondamentale ne sont pas les seules traitées dans les directives et les brochures d'avis. Les aspects matériels, tel l'usage du matériel de classement non acide, les conditions de conservation des archives, etc., sont tout autant abordés.

Le soin matériel des archives est une préoccupation constante aux Archives de l'État : il s'agit en effet de documents uniques.

La conservation permanente des archives nécessite un stockage dans des locaux spécialement conçus à cet effet qui répondent à de sévères exigences de température, d'humidité atmosphérique et de sécurité contre le feu et l'eau.

Les archives sont stockées dans des chemises et des boîtes d'archives non acides, pourvues des caractéristiques d'identification nécessaires. Afin d'assister les producteurs d'archives, les Archives de l'État proposent ces boîtes d'archives non acides à des prix extrêmement bas.

En 2005 et 2006, les Archives de l'État ont investi dans un vaste programme de formation '*soin matériel pour les collaborateurs de la conservation*'. Les idées essentielles et les conclusions de cette formation ont été résumés dans un article '*Conservation matérielle & culture d'entreprise*', publié en 2007 dans *Science Connection* (n° 17, p. 5-7). Cette formation a donné lieu à un manuel pratique '*Le combat permanent contre l'eau et la poussière : cours de base pour la conservation des archives destiné aux collaboratrices et collaborateurs des Archives de l'État*'. Les conseils et les directives repris dans ce manuel sont également utiles pour d'autres gestionnaires d'archives.

Le forum international

Les Archives de l'État s'efforcent d'entretenir et de renforcer les contacts internationaux au niveau archivistique. Ceci s'effectue de différentes manières.

Tout d'abord, les jeunes archivistes, dans le cadre de leur formation, sont envoyés de manière assez systématique à l'étranger pour assister à des colloques ou des congrès sur les sujets les plus divers. Quatre collègues ont suivi un stage d'une semaine auprès de l'Inspection du Patrimoine à La Haye, dans le cadre de la formation '*surveillance archivistique*', organisée par la section 1 '*Surveillance et avis*'. Une délégation hollandaise fut reçue à un workshop consacré au traitement des archives produites par les administrations du secteur Finances. Une autre collaboratrice de la section 1 a fait connaissance, à Genève, avec le fonctionnement des Archives d'État, du service d'archives du Département (Ministère) de l'Economie et de la Santé, des Archives de la ville de Genève et du service d'archives du Comité international de la Croix-Rouge. Les rapports de stage ont été publiés entre-temps.

En outre, les Archives générales du Royaume reçoivent chaque année – en 2007 également – un stagiaire de l'*Institut national du Patrimoine*. Ces stages durent au moins un mois et ont surtout pour but de faire connaissance avec les processus de travail pratiqués aux Archives de l'État (ouverture à la recherche, numérisation et gestion matérielle des archives).

En 2007, les Archives de l'État ont collaboré à la *Summer School* organisée annuellement par le Musée royal de l'Afrique centrale à Tervuren, à l'intention de chercheurs congolais intéressés par la gestion des Archives.

Comme chaque année, une délégation belge d'archivistes de l'État a participé activement, au Symposium néerlandais-belgo-westphalien, qui s'est tenu à Hasselt. Les collègues belges ont présentés des communications sur : '*Daar voor de ambtenaar. Adviesverstrekking door het Rijksarchief*' [Pour le fonctionnaire. Avis fournis par les Archives de l'État] et '*Moeten er nog stenen zijn? Archiefgebouwen in het digitale tijdperk*' [Les briques sont-elles encore nécessaires ? Les bâtiments d'archives dans l'ère numérique]. Les actes ont entre-temps été publiés par les Archives de l'État.

Les Archives de l'État ont également reçu dans leurs murs un certain nombre de délégations étrangères, composées d'archivistes de l'État et/ou de hauts fonctionnaires travaillant dans des départements de la culture. Ceux-ci étaient souvent accompagnés de collaborateurs des ambassades. Les Archives générales du Royaume reçurent la visite, entre autres, de délégations cubaine et japonaise.

Le 24 avril 2007, le Parlement belge a ratifié le protocole qui permet aux scientifiques et chercheurs d'accéder aux archives de la déportation pendant la Seconde Guerre mondiale, produites par le *Service international de Recherches – International Trading Service* (SIR/ITS) à Bad Arolsen (Allemagne). Ces archives comprennent, d'après les estimations, 40



Visite de l'Archiviste général du Japon et de ses deux collaborateurs. (Septembre 2007)

millions de documents relatifs à 17 millions de personnes, victimes de poursuites raciales, politiques et économiques. Les Archives de l'État, ainsi que les fonctionnaires du SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement, furent étroitement associés aux négociations qui précédèrent la ratification, plus particulièrement en ce qui concerne les aspects purement archivistiques. Un délégué des Archives de l'État participa à la réunion du groupe de travail technique, mais a aussi été impliqué dans les pourparlers multilatéraux au sein de la *Commission internationale du SIT – International commission of the ITC*. Les premières discussions concernant l'exécution du protocole, plus spécialement le transfert aux Archives de l'État des copies numériques des archives en question, ont débuté à l'automne 2007.

En outre, les Archives de l'État ont participé à diverses réunions de travail organisées par l'*European Archives Group*, institué par la Commission européenne pour suivre et réaliser les priorités fixées le 14 novembre 2005 par le Conseil européen. Ces priorités concernent la prévention contre l'impact des calamités sur la conservation des archives (*disaster management*), la prévention contre le vol d'archives, le renforcement de la collaboration internationale dans le domaine de la conservation à long terme d'archives numériques, ainsi que l'entretien d'un portail informatique européen relatif à la législation archivistique.

Les Archives de l'État ont délégué une personne aux conférences de l'*European Board of National Archivists* (EBNA), qui se sont tenues à Berlin en avril 2007 et à Lisbonne en décembre 2007. Lors de la première conférence, le Bundesarchiv a fait part des progrès enregistrés dans divers domaines tels la protection des archives, la construction et l'aménagement des bâtiments d'archives, l'archivage numérique et l'ouverture à la recherche des archives. La conférence de l'EBNA de Lisbonne était placée sous le signe de la standardisation de la description des archives et de la certification des systèmes de qualité relative à la gestion des documents numériques. Les actes de ces deux rencontres ont été publiés sur internet. Les Archives de l'État ont, par ailleurs, délégué deux personnes à la Conférence internationale de la Table ronde des Archives (CITRA) qui s'est déroulée à Québec du 9 au 17 novembre 2007. Après Abu Dabi en 2005 et Curaçao en 2006, cette réunion de la CITRA constituait la dernière d'une trilogie sur le thème '*Archives, Diversity, Globalisation*'. La réunion de Québec était consacrée à la '*collaboration visant à conserver la diversité*' (*Cooperation to Preserve Diversity*), avec des sessions sur la collaboration entre services d'archives, musées et bibliothèques et sur le rôle des services d'archives dans la modernisation des pouvoirs publics. En marge du congrès, les délégués de l'institution ont pris part aux réunions de travail des organes exécutifs du Conseil international des Archives (ICA) et de l'Association internationale des archives francophones (AIAF).

La numérisation aux Archives de l'État

La numérisation implique un changement radical dans le fonctionnement des services d'archives. Elle suppose une approche totalement nouvelle, tant pour le personnel que pour le public. En raison de cet impact et en raison aussi principalement du coût de la numérisation, une approche systématique est nécessaire. C'est pourquoi les Archives de l'État ont opté pour la création d'une base solide et durable, à l'intérieur de laquelle les projets de numérisation actuels et futurs pourront être réalisés. L'accent est mis sur l'intégration des différents projets de numérisation dans un vaste ensemble et sur la valeur permanente des résultats à long terme. Les Archives de l'État ont choisi de ne pas mettre en œuvre de petits projets spécifiques, mais de développer une salle de lecture numérique avec un back office correctement agencé.

La salle de lecture numérique

La salle de lecture numérique est une dénomination commune pour désigner divers projets qui doivent mener à la consultation d'informations numériques et numérisées aux Archives de l'État.

La salle de lecture numérique est un espace de recherche réel et virtuel au sein duquel tant les chercheurs scientifiques que les personnes intéressées par l'Histoire au sens large peuvent trouver des informations relatives à leurs domaines de recherche respectifs.

La salle de lecture numérique fait partie intégrante du fonctionnement quotidien des Archives de l'État. Tous les membres du personnel des Archives de l'État ont donc été impliqués dans certains projets. Un travail important a cependant été réalisé par les membres du personnel qui, depuis la fin de l'année 2006, ont été recrutés dans le cadre du projet de numérisation 'Digit03', financé par le SPP Politique scientifique.

L'encodage dans ABS-Archeion et la rétroconversion des inventaires et autres instruments de recherche

ABS-Archeion est le nom du système de gestion d'archives automatisé qui est utilisé dans tous les dépôts des Archives de l'État en Belgique. Les descriptions des blocs d'archives, des fonds d'archives et des producteurs d'archives sont systématiquement introduites dans ce système. Les inventaires et les autres instruments de recherche sont couplés à ces descriptions.

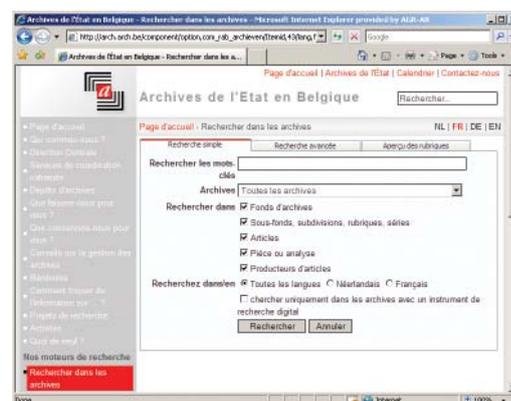
Évolution de la mise en œuvre d'ABS-Archeion en 2007

	Situation au 31/12/2007	Accroissement en 2007
Blocs d'archives	17.983	2.164
Articles d'archives	6.153.431	827.783
Instruments de recherche	11.991	1.276
Producteurs d'archives	18.570	5.812

L'important travail d'encodage de documents dans ABS-Archeion étant quasi achevé en 2006, une équipe des Archives s'est concentrée en 2007 principalement sur les fonds d'archives nouvellement acquis.

Toute l'information encodée est conservée à long terme et est librement accessible à chacun via le moteur de recherche 'Rechercher dans les archives' du site internet des Archives de l'État.

Les inventaires et autres instruments de recherche doivent être disponibles sous forme numérique pour pouvoir être intégrés dans ABS-Archeion. Les instruments de recherche récents ne



Page d'accueil du moteur de recherche 'Rechercher dans les archives'.

posent pas de problème car les auteurs les fournissent dans une version compatible. Ce qui n'est pas le cas des inventaires plus anciens, qui doivent être rétroconvertis sous forme numérique.

Les Archives de l'État ont développé en interne des logiciels adaptés à la rétroconversion des inventaires (contrôles systématiques, couplage des données). Des logiciels ont également été développés pour l'ajout de métadonnées aux documents numérisés (métadonnées au format tiff).

Fin de l'année 2007, 1.389 inventaires étaient disponibles en intégralité sur le site internet, où ils peuvent être consultés par le public sous la rubrique '*Rechercher dans les archives*' ; 2.168 instruments étaient à ce moment en préparation pour une publication en ligne.

Les projets de numérisation dans les dépôts des Archives de l'État

Les instruments de recherche ne sont pas les seuls à être proposés sous une forme numérique. Les archives sont également numérisées pour être mises à la disposition des lecteurs, dans le cadre du projet de '*salle de lecture numérique*'. Pour une institution qui gère plus de 200 kilomètres linéaires d'archives, cela représente une tâche gigantesque. Des priorités doivent donc être établies.

Afin de répondre à la demande des lecteurs, la priorité a été donnée à la numérisation des ressources généalogiques telles que les registres paroissiaux et les registres d'État civil. La longueur totale des registres paroissiaux s'élève à environ 700 mètres. Vu la grande différence de volume des registres, il est impossible de donner une estimation du nombre total d'images qui devront être scannées. Ainsi par exemple, les registres paroissiaux de la province d'Anvers regroupent 220.000 images scannées. Ce projet de numérisation, a, par ailleurs, permis de retrouver la trace de certains registres paroissiaux qui n'avaient pas encore été versés aux Archives de l'État. En 2007, l'attention s'est portée sur les registres paroissiaux des provinces de Namur et de Liège (arrondissement de Huy).

Si la numérisation des registres paroissiaux s'effectue sur base de registres originaux, celle des registres d'état civil est réalisée à partir des microfilms. Au total, 46.000 microfilms de l'État civil doivent être numérisés. La priorité est donnée aux 24.399 films comprenant des actes de naissances, de mariage et de décès.

Nombre de « sources généalogiques » numérisées en 2007

	Nombre d'images numérisées en 2007
Numérisation d'originaux (registres paroissiaux)	821.444
Numérisation de microfilms (état civil)	1.076.089

Heureusement, pour cette opération de grande ampleur, les Archives de l'État peuvent compter sur la collaboration de la *Genealogical Society of Utah* (GSU), qui fournit les images. La préparation et le traitement de ces images sont toutefois réalisés par le personnel des Archives de l'État.

Outre les sources généalogiques, entrent également en ligne de compte pour la numérisation dans une première phase : les sources statistiques (valorisation en collaboration avec les universités), la collection de moulages de sceaux conservée aux Archives générales du Royaume (projet international) ainsi que les collections de cartes et plans (projet de collaboration avec d'autres institutions scientifiques).

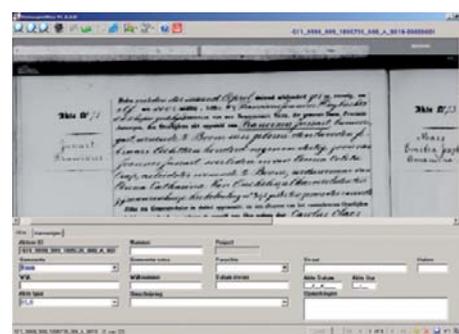
Des projets de numérisation à plus petite échelle sont également mis en œuvre dans les dépôts des Archives de l'État dans les provinces. Les sources fréquemment consultées, des documents qui présentent un mauvais état de conservation et des documents de grande valeur, entrent principalement en ligne de compte.

Demogen et Demogen Visu : *Rechercher des personnes*

Les sources généalogiques comprennent des données sur des millions de personnes. Par le passé, de nombreux chercheurs individuels ont analysé systématiquement les documents d'archives pour en extraire les

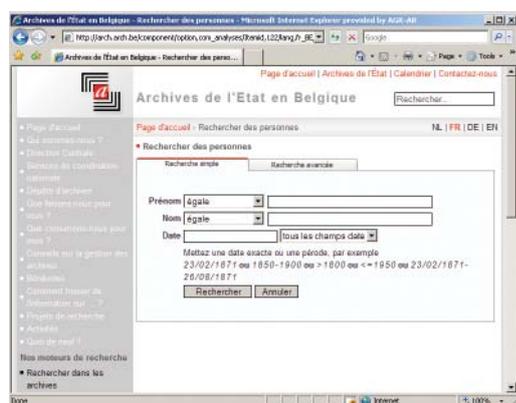
noms et les dates. À partir de 2007, grâce au nouveau site internet, les Archives de l'État proposent une plate-forme où toutes les données analytiques seront disponibles dans une grande base de données. Le moteur de recherche '*Rechercher des personnes*' a pour ambition de proposer un instrument de recherche central à toutes les analyses disponibles sur les documents d'archives (registres paroissiaux, registres d'État civil, actes notariaux, ...). Cette base de données centrale simplifiera non seulement le travail de recherche des chercheurs individuels, mais elle fournira aussi la garantie que les nombreux travaux effectués par des individus au cours du temps seront valorisés et conservés de manière uniforme pour l'avenir.

Les Archives de l'État veulent participer activement aux projets d'analyse. Le 5 novembre 2007, un projet d'analyse en ligne, '*Demogen visu*', a vu le jour. Les personnes intéressées peuvent s'inscrire par le biais du site internet des Archives de l'État. Après installation d'un logiciel, celles-ci peuvent télécharger et traiter les documents numérisés. Elles peuvent ainsi consulter les documents numérisés dans la partie supérieure de l'écran et introduire des données dans la partie inférieure. Le logiciel comprend un grand nombre d'aides destinées à faciliter l'utilisation : traduction automatique des dates républicaines dans le calendrier grégorien, introduction abrégée des noms des communes, ...



Capture d'écran de Demogen Visu

Nos moteurs de recherches



Page d'accueil du moteur de recherche '*Rechercher des personnes*'.

Fin 2007, grâce aux efforts de dizaines de collaborateurs bénévoles, intégrés dans des projets au sein des différents dépôts des Archives de l'État, environ 5.000.000 noms étaient consultables via le moteur de recherche '*Rechercher des personnes*'. Les projets de grande envergure '*Actes de mariage Flandre occidentale*' (AÉ Bruges et AÉ Courtrai) et '*Actes de mariage Brabant flamand*' (AÉ Louvain) sont notamment une vraie mine d'informations.

Le projet '*Demogen Visu*' a également obtenu un certain succès dès sa mise en oeuvre fin 2007 : 208 paquets ont été téléchargés, dont 79 ont été achevés la même année. 41 '*Demogenistes*' ont traité 4.654 actes et introduit 22.800 noms dans la base de données.



Divers événements organisés aux Archives de l'État en 2007

II. MOYENS

Pour les Archives de l'État, la modernisation et l'extension de son infrastructure de bâtiments sont très importantes et cela pour différentes raisons : l'accroissement annuel des collections de quelques kilomètres d'archives, l'augmentation du personnel, entraînant des besoins complémentaires en espace de bureaux, l'exigence élevée que demande la gestion des collections (conservation, numérisation) et le service au public (espaces publics).

Le 16 février 2007, une décision de principe fut prise par le Conseil des Ministres fédéral pour la construction de trois nouveaux bâtiments pour les Archives de l'État à Bruges (Predikherenrei), à Gand (Bagattensstraat) et à Namur, ainsi que pour la location de l'ancien immeuble industriel de l'imprimerie Casterman à Tournai. Après la rénovation par la ville, les Archives de l'État à Tournai y seront hébergées. Cette décision résulte de réflexions menées pendant des mois avec la Régie des bâtiments et l'Inspection des finances. Cette décision de principe était importante car elle constituait une base pour la mise en place, par la Régie des bâtiments, de projets de nouveaux bâtiments pour les dépôts d'Archives de l'État respectifs.

Bâtiments en Région bruxelloise

Aux Archives générales du Royaume, des aires ont été aménagées dans l'ancienne bibliothèque pour l'installation d'un atelier de restauration, d'une salle de tri (pour 4 à 5 personnes) et du *'dossier central'*, qui comprend les archives sur les producteurs d'archives, la surveillance et les versements de fonds d'archives qui sont conservés aux AGR.

Aux Archives de l'État à Bruxelles (site d'Anderlecht et site Haseldonckx), d'importants investissements ont été réalisés pour l'installation de nouvelles étagères, idéales pour la conservation de plus de 8 kilomètres d'archives. Des centaines de mètres d'étagères (environ 5 kilomètres de tablettes) ont été déménagées dans ce dernier site, par une équipe de quatre personnes, pour permettre à la Régie des Bâtiments de réaliser des travaux de peinture. Les étagères déplacées ont rejoint leur destination définitive à la rue Vandenbrande. Le dossier pour la constitution du complexe Haseldonckx (salle de lecture, bureaux, salles de tri, etc.) a cependant pris du retard, en raison des entrepreneurs et du budget limité.



L'ancien bâtiment « Haseldonckx » (rue Vandenbrande/rue du Houblon), qui sera rebaptisé dans l'avenir Archives de l'État Bruxelles II

Une offre de la part de la Régie des Bâtiments, relative à l'occupation de trois étages de magasins dans un bâtiment administratif inoccupé, situé à l'avenue du Roi Albert II (le complexe « Bâtiment Félix »), a été refusée suite à une analyse approfondie du dossier. Les Archives de l'État considèrent en effet qu'une nouvelle dispersion de ses services, sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, n'est pas favorable au bon fonctionnement de l'institution. Entre-temps, le projet de construction, dans une dizaine d'années, d'un nouveau bâtiment à Bruxelles, a été relancé. Ce bâtiment regrouperait tous les services des Archives de l'État à Bruxelles. Vu la situation politique difficile, le dossier a cependant pris du retard.

Bâtiments en Flandre

Pour les Archives de l'État dans les provinces flamandes, il faut mentionner les faits suivants : l'approbation du programme des besoins en espace 2005-2015 et la préparation du dossier d'investissement et du contrat de location pour l'agrandissement de l'actuel bâtiment des Archives de l'État à Courtrai, les négociations avec la ville de Renaix au sujet du placement de système anti-feu et anti-effraction, l'exécution des travaux de rafraîchissement et d'adaptation dans le bâtiment administratif et dans les magasins des Archives de l'État à Beveren, le placement d'un système anti-vol et la rénovation de quelques bureaux aux Archives de l'État à Gand, la finalisation du dossier « achèvement des magasins et des bureaux » pour les Archives de l'État à Louvain (les travaux ont commencé début 2008) et enfin le déménagement temporaire des services des Archives de l'État à Anvers vers Beveren afin que les travaux d'agrandissement et de rénovation à la Door Verstrateplein (jusqu'en 2010) soient réalisés.

Le transfert des archives à Beveren a commencé le 3 septembre et était terminé le 31 octobre 2007. Une salle de lecture pour les généalogistes (microfilms) a été installée dans la rue Sanderus, à proximité de l'ancien Palais de Justice. Grâce à une excellente organisation, à l'appui de l'entrepreneur et de la Régie des Bâtiments et à l'enthousiasme de l'ensemble du personnel, le déménagement des archives, de la bibliothèque et des bureaux s'est déroulé sans problème.

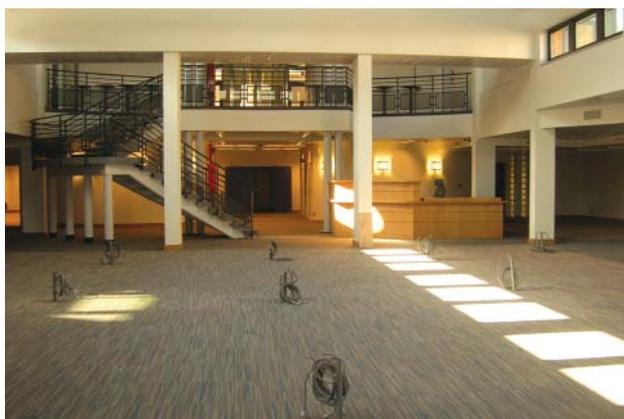


Les Archives de l'État à Anvers pendant et après les opérations de déménagement (septembre-octobre)

Bâtiments en Wallonie et en Communauté germanophone

Dans les provinces wallonnes, au cours de l'année 2007, le devis pour les travaux au bâtiment Casterman à Tournai (rue des Augustins) a été finalisé et le programme des besoins pour le nouveau bâtiment des Archives de l'État à Namur a été achevé. Le 26 mai 2007, le dépôt des Archives de l'État à Huy a fermé ses portes au public. Les sources généalogiques étaient disponibles dès le 1^{er} juin aux Archives de l'État à Liège. Pendant les mois de juin, juillet et août, les services des Archives de l'État à Huy ont été transférés vers Liège, avec l'aide d'une firme privée et avec leurs moyens propres. Ce déménagement avait pour but de permettre à la ville d'exécuter d'importants travaux de modernisation dans l'ancien couvent des Frères mineurs, qui hébergeait le service depuis des décennies. Le conseil communal du 13 novembre 2007 a cependant décidé de résilier l'accord conclu en 1964 entre la ville et les Archives de l'État. De ce fait, l'intégration des services des Archives de l'État à Huy à Liège était inéluctable. Des travaux de sécurisation ont, quant à eux, été exécutés par la Régie des Bâtiments aux Archives de l'État à Liège.

Le nouveau bâtiment des Archives de l'État à Louvain-la-Neuve (Brabant wallon) a été provisoirement réceptionné. L'ouverture des Archives de l'État au public doit cependant être ajournée suite à une série de retards dans l'aménagement de la salle de lecture, les rayonnages mobiles et l'infrastructure de sécurité. Les archives consultables restent disponibles aux AGR.



Les Archives de l'État à Louvain-la-Neuve : la salle de lecture et la réception provisoire (septembre 2007)

Par ailleurs, une extension du bâtiment des Archives de l'État à Eupen a été élaborée dans l'attente d'un éventuel déménagement dans le bâtiment du Parlement de la Communauté germanophone.

Quelques chiffres

Malgré le déménagement des Archives de l'État à Anvers vers Beveren et la suppression des Archives de l'État à Huy, la superficie opérationnelle des Archives de l'État au 31 décembre 2007 a considérablement augmenté. Ceci, grâce à l'installation d'une antenne pour les généalogistes à la rue Sanderus (Anvers), à la mise en service de magasins aux Archives de l'État à Louvain-la-Neuve et à l'installation de rayonnages supplémentaires aux Archives de l'État à Bruxelles (Anderlecht et Haseldonckx).

	fin 2007	fin 2006
Superficie totale opérationnelle	108.303 m ²	104.457 m ²
Superficie au sol des magasins	75.024 m ² (69,27 %)	74.696 m ² (71.51 %)
Superficie au sol des espaces réservés au public	10.136 m ² (9,35 %)	9.211 m ² (8,81 %)
Capacité (archives et bibliothèques)	357.431 mètres linéaires	343.874 mètres linéaires ¹
Capacité armoires à plans	4.072 tiroirs (encore 617 libres)	4.072 tiroirs

L'augmentation de 898 places assises dans les salles de lecture (903 en 2006) a tardé à cause du retard des travaux de la salle de lecture des Archives de l'État à Louvain-la-Neuve².

Facility et sécurité

L'équipe de déménagement s'est consacrée, à plusieurs reprises durant l'année, à de nombreuses opérations de déménagement, comme le déménagement des Archives de l'État à Huy vers Liège, une partie du déménagement des Archives de l'État à Anvers vers Beveren, le déménagement d'une partie des archives des Archives de l'État en Brabant wallon des AGR vers Louvain-la-Neuve ainsi que des déménagements internes (Palais royal, AGR, Anderlecht).

Durant l'été 2007, le conseiller en prévention a entrepris une visite systématique de tous les dépôts des Archives de l'État, ceci dans le but de rédiger une analyse des risques (bien-être au travail) et de préparer des plans d'urgence.

¹ Archives de l'État à Anvers (- 6.041 mètres linéaires), Haseldonckx (+ 8.000 mètres linéaires), LLN (+ 14.000 mètres linéaires), Huy (- 2.402 mètres linéaires).

² Nombre de places assises prévues à Louvain-la-Neuve: 150.

Evolution des effectifs 2007 au sein de l'institution

Au 31 décembre 2007, les AGR avaient pour effectif global 263 personnes (dont 245 statutaires ou contractuels, 4 personnes sous statut « art 60 », 7 détachés des Communautés et 6 concierges). Le personnel statutaire et contractuel représentant 226,85 équivalent temps plein. Pendant l'année, 45 personnes ont été recrutées et 16 personnes ont quitté le service (principalement des départs à la pension).

En un an, les effectifs ont ainsi crû de 11,2 %. Ce renforcement des effectifs a permis de consolider et de développer plusieurs activités, à savoir:

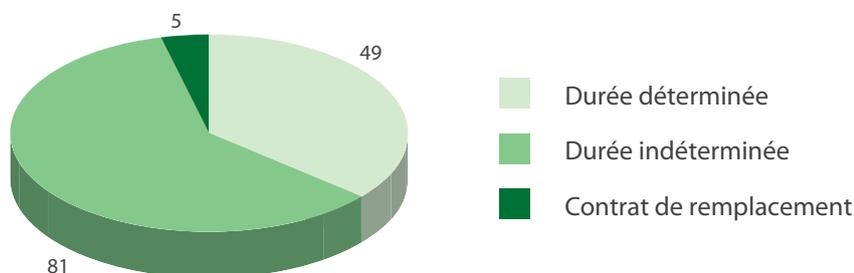
- le maintien, voire le renforcement des capacités de recherche et d'activités de service public scientifique au sein de différents dépôts et services par le recrutement d'archivistes
- le développement des services, notamment la communication et la surveillance
- la mise en œuvre de différents projets de recherche (numérisation, PAI,...)

Sur le plan des catégories de personnel, l'institution compte 43,26 % de statutaires et 56,7 % de contractuels. Le pourcentage de contractuel a fortement augmenté en 2007 afin d'optimiser les moyens disponibles au sein de l'enveloppe du personnel et de la dotation de l'institution.

En plus des 45 recrutements réalisés, 27 procédures ont été lancées et devraient être concrétisées avant le 1^{er} juin 2008. Il s'agit principalement de 20 postes statutaires, dont 13 archivistes, 1 expert ICT et 5 assistants et collaborateurs administratifs. Ces recrutements entraîneront un rééquilibrage en faveur du nombre de statutaire au sein de l'institution.

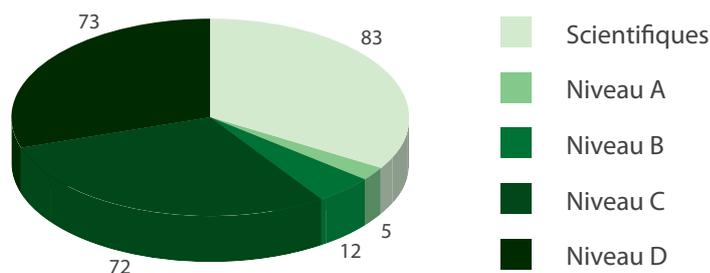
Sur la base du type de contrat, 60 % des contractuels sont engagés pour une durée indéterminée.

Types de contrat

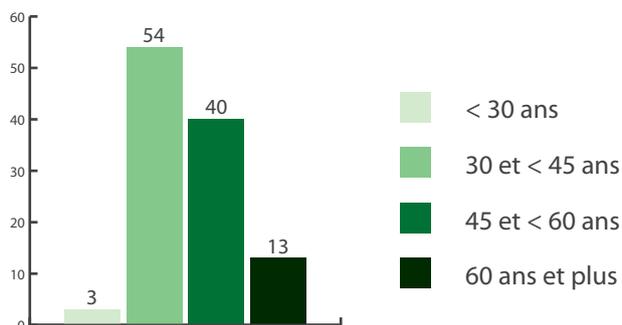


Par niveau, l'institution compte 33,9 % de scientifiques, 2 % de niveau A, 4,9 % de niveau B, 29,4 % de niveau C et 29,8 % de niveau D.

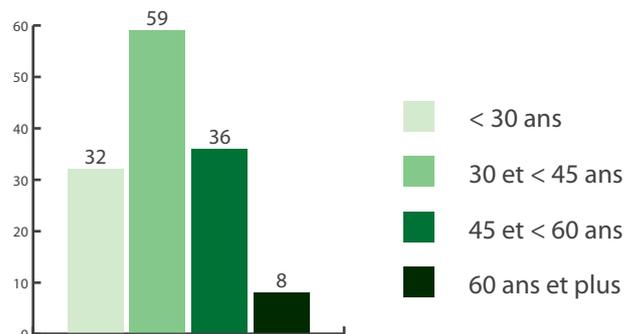
Effectifs par catégorie



Pyramide des âges 2007 (statutaires)



Pyramide des âges 2007 (contractuels)

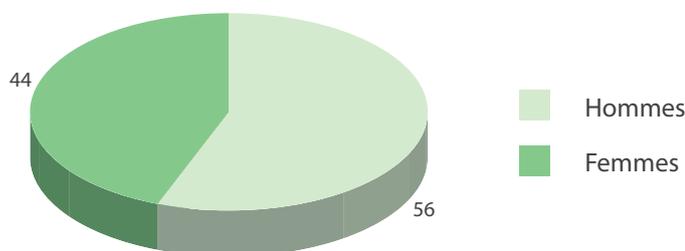


Sur le plan de la pyramide des âges, la situation globale est assez saine. Vu les critères de recrutement des statutaires scientifiques (notamment le critère des publications), il est difficile à ce stade de recruter du personnel de moins de trente ans. Cette dernière catégorie est cependant mieux représentée au niveau des scientifiques contractuels.

Le coût global 2007 du personnel s'élève à 8,611 millions d'euros, dont 2,627 millions financés en fonds propres par l'institution (dotation et projets).

Au niveau de la répartition globale Hommes/Femmes, l'institution atteint le rapport 56% H / 44% F. Pour le personnel de niveau A et scientifique, la proportion est de 65% H et 35 % F.

Répartition globale H/F en 2007

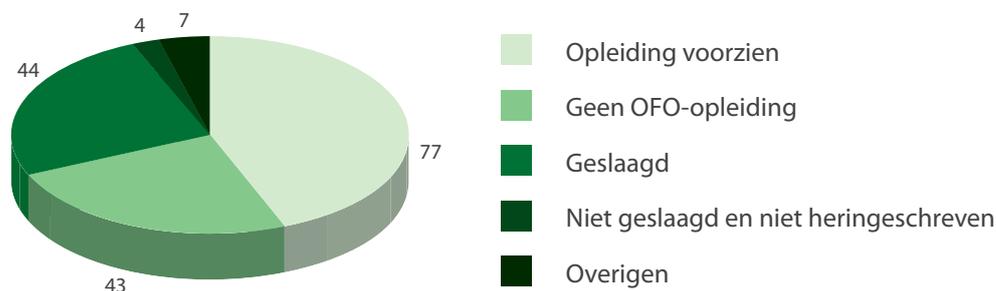


Formations certifiées

L'ensemble des agents de niveaux A, B, C, D se sont vu proposer une affectation au sein d'une famille de fonction. Cette affectation a permis à chaque agent de demander son inscription à une formation certifiée organisée par l'Institut de formation de l'Administration fédérale (IFA).

Au 31 décembre 2007 et sur la base des résultats communiqués par l'IFA, 43 personnes ont réussi leur formation certifiée. Une majorité des agents (77) attend, par ailleurs, qu'une formation certifiée soit organisée par l'IFA (principalement en gestion de collection et gestion de documentation) et 43 agents sont inscrits à une formation sans connaître encore la date de la formation ou leur résultat.

Situation en 2007



Autres formations et activités de formation

En 2007, comme chaque année, un certain nombre de collaborateurs a pris part, sur base individuelle et selon leur propre niveau et besoins, à des cours de langues et d'informatique. Les formations, proposées principalement par l'IFA, connaissent un grand succès et ont été très appréciées.

Mais les Archives de l'État organisent également des formations internes, pointues, selon des besoins spécifiques.

En 2007, 35 collaborateurs néerlandophones, qui travaillent dans les salles de lectures de tous les dépôts des Archives de l'État, et 41 francophones ont pris part à une journée de cours de recyclage 'Accueil des publics', à la suite de la même formation qui s'est tenue en 2005.

Pour les archivistes, deux formations internes, étroitement liées aux tâches clés des Archives de l'État, ont été proposées : l'ouverture des archives et la surveillance de la gestion des archives par les autorités. Les cours ont été proposés séparément dans les deux principales langues du pays, mais le contenu était quasi identique. La formation 'Ouverture à la recherche des archives' a été suivie par 16 archivistes néerlandophones et 30 archivistes francophones, tandis que respectivement 21 néerlandophones et 26 francophones ont participé au cours 'Surveillance de la gestion des archives'.

Déjà quatre chefs de services ont suivi en 2007 la formation de l'IFA 'trajet de base pour dirigeants'. Les autres sont déjà inscrits pour 2008.

Notons enfin que par le passé, un ou plusieurs collaborateurs de chaque dépôt des Archives de l'État a/ont suivi avec succès une formation 'premier secours en entreprise' auprès de la Croix-Rouge, et ont reçu une attestation de 'premier secouriste en entreprise'. Les connaissances relatives à ce brevet doivent cependant être régulièrement rafraîchies et complétées.

Stages à l'étranger

En 2007, aucun archiviste n'a suivi de stages en archives de longue durée donnés à l'étranger.

Quatre collaborateurs de la Section 1 'Surveillance, avis et coordination de la collecte et de la sélection' ont réalisé un stage d'une semaine auprès de l'Archiefsinspectiedienst Erfgoedinspectie néerlandaise, dans le but de mieux connaître l'organisation de la surveillance d'archives aux Pays-Bas.

Une autre collaboratrice de la Section 1 est allée une semaine en stage à Genève et a visité plusieurs services d'archives : les Archives d'État, le service d'archives du Département (ministère) de l'Économie et de la Santé, les Archives de la Ville de Genève et enfin le service d'archives du Comité international de la Croix-Rouge.

Suite aux stages, des rapports ont été publiés.

Absentéisme

Une procédure de contrôle des absences pour maladie a été mise en place par le Service public Santé publique. Notre institution s'est pleinement inscrite dans ce projet afin d'évaluer l'ampleur du phénomène.

L'institution totalise un taux d'absentéisme de 3,25 %. Ce taux est très satisfaisant. Il s'agit principalement d'hospitalisations de longue durée ou d'absences répétées de certains agents. Afin de remédier à ce dernier aspect, un entretien de fonctionnement et/ ou une approche psycho-sociale a été privilégiée.

Étudiants jobistes

Comme les autres années, les Archives de l'État ont permis à 94 étudiants jobistes de travailler pendant les mois d'été de 2007. Ceux-ci étaient répartis dans tous les dépôts d'archives du pays. Ils ont été intégrés à la bibliothèque centrale des AGR et ont exécuté une série de tâches de contrôle : contrôler les périodiques dans les magasins et dans la salle de lecture, dresser des listes de concordance, poser des autocollants antivols et des étiquettes dans et sur les livres, etc.

D'autres ont fourni leur contribution en numérisant des documents et en convertissant des inventaires. Ainsi, 81.086 clichés des registres paroissiaux et d'archives privées ont été numérisés par les étudiants jobistes.

Des étudiants ont aussi travaillé dans le cadre de la gestion du dépôt, la gestion du matériel (conservation) et l'ouverture des archives. Les réalisations de 2007 sont très impressionnantes. Les jeunes collaborateurs temporaires ont déplacés plus de 2.000 mètres linéaires d'archives et 1.200 cartes, ont aplani et dépoussiéré des documents (respectivement 118 et 1188 mètres linéaires) et ont plié le matériel de conditionnement (17892 boîtes). Un peu plus de 5.500 mètres d'archives ont été reconditionnés. Plus de 100.000 étiquettes ont été collées : 91.138 sur des chemises et 13.957 sur des boîtes.

Enfin, les étudiants jobistes ont contribué à l'ouverture de 844 mètres d'archives et 500 cartes, ce qui totalise ensemble 3.552 descriptions.



Le repos après le travail : des étudiants jobistes à Eupen

La désignation des étudiants jobistes a un double but : donner la chance aux enfants de collaborateurs de faire connaissance avec le marché du travail et exécuter les tâches qui n'ont pu être réalisées pendant l'année, faute de temps. Beaucoup d'étudiants jobistes sont aussi des étudiants en Histoire qui, après leurs études, travailleront dans le domaine des archives.

Les collaborateurs bénévoles

Les Archives de l'État travaillent traditionnellement avec des bénévoles. Ce sont souvent des historiens amateurs, des historiens locaux ou des généalogistes, qui ont une bonne expérience de la recherche d'archives et de la lecture de documents anciens.

Leur collaboration peut prendre différentes formes :

- ils réalisent par exemple un index de tous les registres paroissiaux d'une commune, choisie avec les Archives de l'État ;
- par projet : un groupe ou quelques bénévoles, sous la direction d'un archiviste, ouvrent une grande série d'archives et ceci pour éventuellement plusieurs communes, comme par exemple des inventaires de successions (états des biens), permis de construire ou actes de mariages ou de notaires d'une (partie de) province ;
- depuis quelques années, des collaborateurs bénévoles s'impliquent aussi dans le service du samedi en salle de lecture, pour assurer un bon travail et pour augmenter la sécurité.



En 2007, 70 collaborateurs bénévoles ont été actifs sur une base régulière, c'est-à-dire au minimum une fois par semaine. Des dizaines d'autres travaillent à leur propre rythme, à la maison.

Équipe de déménagement

Le 1^{er} juillet 2007, une équipe de déménagement a été engagée provisoirement pour une période d'un an. Nous avons opté pour cette solution vu que les Archives de l'État devaient effectuer un certain nombre d'opérations de déménagement. L'équipe a exécuté pendant la deuxième moitié de 2007 une masse d'actions à différents endroits : AGR, Anderlecht, ancien bâtiment Haseldonckx (rue du Houblon, Bruxelles), Huy, Anvers, Liège, Beveren, Palais royal.

L'équipe a :

- déménagé 3.442 mètres d'archives ;
- reconditionné 659 mètres d'archives ;
- déménagé 550 étagères et 114 mètres d'étagère (plus de 700 étagères) ;
- démonté plus de 5 kilomètres d'étagères (et parfois remonté dans un autre dépôt des Archives de l'État).

Fête du personnel à Tervuren

Comme à l'accoutumée, la fête annuelle du personnel s'est déroulée au début des vacances d'été. 170 membres du personnel des Archives générales du Royaume, dont certains accompagnés de leur conjoint et de leurs enfants, se sont donnés rendez-vous au Palais des Colonies, la salle des fêtes du Musée Royal de l'Afrique Centrale à Tervuren. A l'issue d'un buffet aux saveurs du monde, la soirée laissa place à la musique et aux animations pour enfants.





Un départ fêté

À la fin du mois d'août, Herman Coppens a pris sa retraite. Celui-ci avait commencé sa carrière en 1970 aux Archives de l'État à Hasselt. Il avait ensuite travaillé à Bruxelles, puis Beveren et enfin à Anvers. En 2004, il est revenu à Bruxelles comme... Archiviste général du Royaume intérimaire. Après la nomination de l'actuel Archiviste général du Royaume, il a repris ses fonctions de Chef de département pour la Flandre.

Le 2 septembre, les Archives de l'État ont organisé une cérémonie en son honneur. Celle-ci s'est déroulée dans la salle De Roma à Anvers, en présence d'archivistes belges et internationaux.



Herman Coppens (au milieu) recevant le livre hommage *Liber Amicorum Coppens Herman*, soit l'abréviation appropriée : LACH



L'ambiance était au rendez-vous lors de la cérémonie de départ à la retraite d'Herman Coppens et lors de la fête du personnel

III. JUSTIFICATION BUDGÉTAIRE

RECETTES ET DÉPENSES

Les tableaux ci-après, et les graphiques connexes, offrent un aperçu de l'évolution des recettes et des dépenses des Archives de l'État depuis 2005. La comparaison des résultats de 2007 avec ceux des deux années précédentes permet de dégager certaines tendances et justifie les options prises.

RECETTES RÉALISÉES

	2005	2006	2007
1. Dotation			
Dotation	4.177.000,00 €	4.240.000,00 €	4.898.000,00 €
Dotation spécifique	62.882,80 €	398.666,66 €	37.700,00 €
Total dotations	4.239.882,80 €	4.638.666,66 €	4.935.700,00 €
2. Subventions			
Subvention SPP	559.232,57 €	231.788,03 €	1.360.964,45 €
Subvention Loterie Nationale	147.840,00 €	120.473,00 €	0,00 €
Subvention autres (FWO, PROV, FRB, FNRS, HMM)	90.893,63 €	61.037,37 €	61.627,18 €
Total subventions	797.966,20 €	413.298,40 €	1.422.591,63 €
3. Recettes propres			
Cartes d'accès	103.900,00 €	105.105,00 €	97.070,00 €
Reproductions	135.009,71 €	114.443,51 €	119.260,31 €
Matériel conservation	113.686,90 €	161.665,70 €	169.419,40 €
Publications	55.776,29 €	41.041,59 €	31.458,23 €
Expositions	8.477,00 €	72.766,46 €	19.211,00 €
Intérêts	85.926,94 €	91.726,19 €	202.893,96 €
Autres	19.541,63 €	9.900,97 €	20.599,28 €
Total recettes propres	522.318,47 €	596.649,42 €	659.912,18 €
4. Dons & sponsoring			
Dons & sponsoring	0,00 €	940,00 €	6.487,08 €
Total dons & sponsoring	0,00 €	940,00 €	6.487,08 €
Total général	5.560.167,47 €	5.649.554,48 €	7.024.690,89 €

RECETTES RÉALISÉES (REPORT/AFFECTATION)

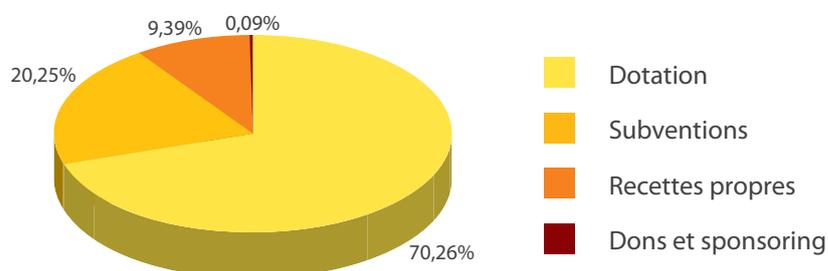
	2005	2006	2007
1. Reports			
Report fonds propres	2.476.328,54 €	2.585.492,32 €	2.346.570,45 €
Report SPP	846.018,36 €	946.932,90 €	750.850,75 €
Report Loterie Nationale	189.060,79 €	284.583,14 €	328.517,26 €
Report autres (FWO, PROV, FRB, FNRS, HMM)	-63.251,12 €	-40.597,67 €	-24.749,01 €
Report fonds de réserve	494.889,83 €	494.889,83 €	494.889,83 €
Total reports	3.943.046,40 €	4.271.300,52 €	3.896.079,28 €
2. Affectation			
Affectation	632.527,69 €	568.774,80 €	741.914,52 €
Total Affectation	632.527,69 €	568.774,80 €	741.914,52 €
Total	4.575.574,09 €	4.840.075,32 €	4.637.993,80 €

DÉPENSES RÉALISÉES

	2005	2006	2007
1. Personnel			
Statutaire	3.894.287,26 €	3.995.943,51 €	4.410.338,38 €
Contractuel	757.515,25 €	940.119,36 €	1.573.448,30 €
Contractuel sur dotation	2.357.707,27 €	2.427.920,16 €	2.627.154,71 €
Total Personnel	7.009.509,78 €	7.363.983,03 €	8.610.941,39 €
2. Moyens généraux de fonctionnement			
Énergie	920.258,93 €	1.219.246,66 €	952.456,86 €
Entretien	219.900,45 €	207.197,61 €	335.546,84 €
Contrats informatiques	163.697,75 €	112.523,85 €	129.997,96 €
Parc automobile	11.081,72 €	23.227,61 €	29.750,22 €
Securité & Facility	0,00 €	6.149,14 €	47.317,01 €
Fonctionnement	251.148,76 €	301.862,51 €	322.655,29 €
Autres	1.950,86 €	20.658,49 €	14.433,96 €
Total Moyens généraux de fonctionnement	1.568.038,47 €	1.890.865,87 €	1.832.158,14 €
3. Équipements et investissements généraux			
ICT	156.039,31 €	53.631,06 €	57.926,93 €
Mobilier	47.936,27 €	102.643,77 €	191.130,83 €
Securité & Facility	0,00 €	8.753,14 €	30.310,06 €
Total Équipements et investissements généraux	203.975,58 €	165.027,97 €	279.367,82 €
4. Moyens de fonctionnement spécifiques			
Formation	22.608,30 €	17.056,15 €	19.388,20 €
Communication	0,00 €	0,00 €	16.043,29 €
Mission étranger + Relations internationales	8.686,03 €	11.567,32 €	7.769,44 €
Inspection / Surveillance	0,00 €	0,00 €	2.850,62 €
Boîtes + Chemises	164.902,08 €	164.106,39 €	350.665,45 €
Imprimerie	51.550,13 €	60.391,13 €	77.329,13 €
Contrat entretien bookscanner	0,00 €	0,00 €	20.812,00 €
Fonctionnement atelier	0,00 €	1.282,22 €	12.316,40 €
Fonctionnement projets	260.644,34 €	117.990,14 €	192.262,77 €
Total Moyens de fonctionnement spécifiques	508.390,88 €	372.393,35 €	699.437,30 €
5. Équipement spécifiques			
Rayonnage	3.912,21 €	21.435,15 €	0,00 €
Bookscanner	115.918,00 €	382.847,11 €	0,00 €
Matériel atelier	0,00 €	93.242,69 €	33.587,18 €
ICT	89.509,69 €	109.251,89 €	49.781,52 €
Storage	0,00 €	75.998,89 €	48.911,14 €
Autres	30.825,63 €	10.053,76 €	5.542,88 €
Total Équipement spécifiques	240.165,53 €	692.829,49 €	137.822,72 €
6. Collections			
Achats documents	10.025,75 €	6.268,00 €	2.914,00 €
Achats livres et revues	165.878,32 €	151.549,21 €	136.512,08 €
Restauration et reliure	116.712,05 €	95.485,40 €	87.814,42 €
Numérisation	0,00 €	0,00 €	18.159,57 €
Autres	18.410,99 €	9.982,41 €	15.464,19 €
Total Collections	311.027,11 €	263.285,02 €	260.864,26 €
7. Affectation des soldes	106.361,40 €	39.314,14 €	0,00 €
Total général	9.947.468,75 €	10.787.698,87 €	11.820.591,63 €

1. Recettes

Recettes par catégories pour l'année 2007

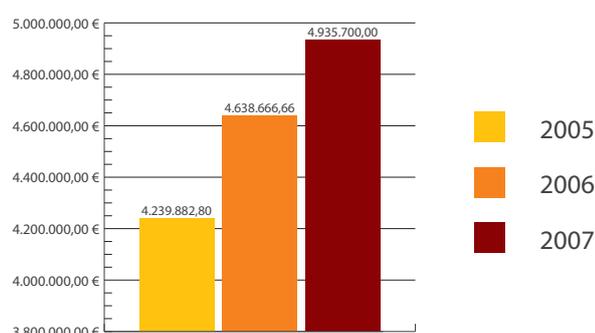


1.1. Dotation

L'augmentation de la dotation de 63.000 €, en 2006, répond à l'évolution de l'inflation d'environ 1,5 %. L'accroissement de la dotation de 658.000 €, en 2007, correspond à l'évolution de l'inflation de 1,6 % et au refinancement des Institutions scientifiques fédérales qui prévoyait, pour les Archives de l'État, l'octroi d'un montant de 450.000 € et une allocation de 140.000 €, somme correspondant au transfert de crédits du département Politique scientifique pour couvrir les coûts de gestion technique des installations de chauffage et de climatisation des Archives générales du Royaume par une firme d'entretien. La dotation spécifique, comprenant en un subside alloué annuellement par le département pour les projets de communication et de valorisation, a fortement baissé depuis 2005.

En 2007, la dotation représentait 70,26 % des recettes.

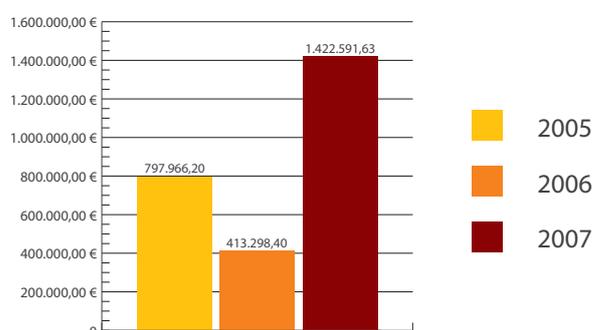
**Évolution de la dotation
– 2005, 2006 et 2007 –**



1.2. Subventions

Les subventions représentaient 14,35 % des revenus en 2005, 7,32 % en 2006 et 20,25 % en 2007. Ce type de recettes a considérablement augmenté durant la période 2006-2007, ce qui est principalement imputable aux projets financés par le département de la Politique scientifique (entre autres les projets de numérisation). La Loterie Nationale a alloué le 11 mars 2008 un subside, à charge du budget fédéral 2007, de 200.000€ pour l'achat de matériel d'équipement durable pour la consultation d'archives audiovisuelles numériques et pour la numérisation des microfilms. Toutefois, ce montant de 200.000 € n'est pas repris dans le tableau, la Loterie n'accordant, depuis 2007, les subventions qu'après réception des factures.

Évolution des subventions – 2005, 2006 et 2007 –

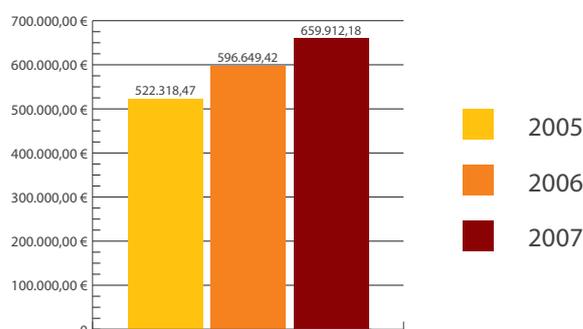


1.3. Recettes propres, dons et sponsoring

En ce qui concerne l'évolution des recettes propres, nous observons pour 2006 une légère augmentation due à la vente des cartes d'accès en salle de lecture (+ 1,5 %), mais une diminution considérable en 2007 (- 7 %). Cette évolution est probablement due à l'utilisation gratuite de l'appareil photo numérique personnel en salle de lecture. Cette mesure explique aussi la diminution des recettes des reproductions en 2006 (- 15 %), qui n'a pas pu être compensée en 2007 (+ 4 % seulement). Les recettes dues à la vente du matériel de conservation (boîtes et chemises non acides) ont considérablement augmenté : + 42 % en 2006 et + 5 % en 2007. Cette évolution prouve que les administrations et les producteurs d'archives privés sont de plus en plus conscients de l'importance des investissements relatifs à la conservation à long terme de documents. Les recettes des publications diminuent rapidement : - 26 % en 2006 et - 23 % en 2007. La mise en ligne de la base de données ABS-Archeion, en juin 2007, n'explique pas cette forte diminution. Une révision de la politique de publication s'impose donc. Enfin, les Archives de l'État ont reçu, en 2007, un don de la 'Etienne Sabbe Stichting' pour la rénovation de la salle de lecture du dépôt de Courtrai.

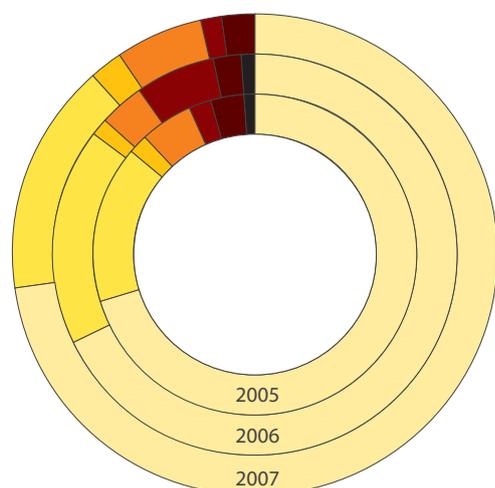
D'une manière globale, les recettes propres sont en constante augmentation : + 14 % en 2006 et + 10 % en 2007. Elles représentent en moyenne, pour la période 2005-2007, 9,78 % du total des rentrées proprement dites et 5,5 % des recettes, y compris les reports/affectations.

Évolution des recettes propres – 2005, 2006 et 2007 –



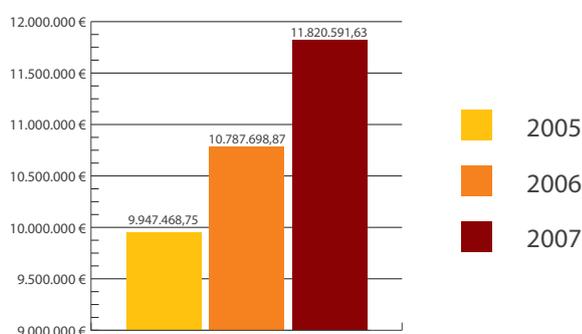
2. Dépenses

Évolution des dépenses réalisées – 2005, 2006 et 2007 –



	2005	2006	2007
Personnel	70,47 %	68,26 %	72,85 %
Fonctionnement subsistance	15,76 %	17,53 %	15,50 %
Équipement subsistance	2,05 %	1,53 %	2,36 %
Fonctionnement spécifique	5,11 %	3,45 %	5,92 %
Équipement spécifique	2,41 %	6,42 %	1,17 %
Collection	3,13 %	2,44 %	2,21 %
Crédit provisionnel	1,07 %	0,36 %	0 %

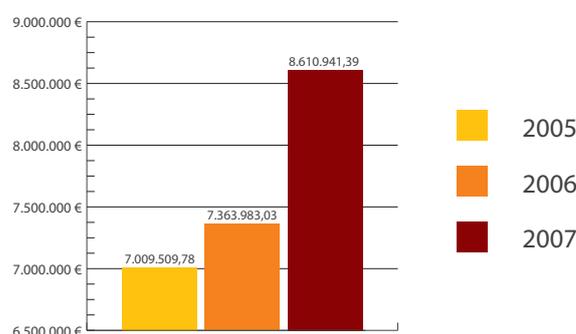
Évolution du montant total des dépenses réalisées – 2005, 2006 et 2007 –



2.1. Personnel

Depuis 2005, les coûts de personnel représentent en moyenne 70,52 % du total des dépenses (72,84 % en 2007). Nous constatons en 2007, par rapport aux années précédentes, une augmentation de 11 % des dépenses pour le personnel statutaire, une forte augmentation des dépenses pour le personnel contractuel payé par le département (+ 67 %) et une légère augmentation des dépenses pour le personnel contractuel payé sur dotation (+ 8 %). Globalement, les dépenses de personnel ont augmenté entre 2005 et 2007 de 22 %. Cette évolution est due à une politique volontariste de recrutement.

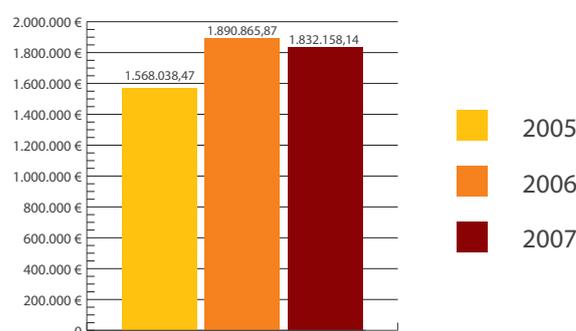
Évolution des dépenses réalisées pour la catégorie 'Personnel' – 2005, 2006 et 2007 –



2.2. Moyens généraux de fonctionnement

Ces dernières années, les coûts de fonctionnement représentaient, en moyenne, 16,26 % du total des dépenses (15,50 % en 2007). L'augmentation des dépenses dans cette catégorie a été considérable en 2006 (+ 21 %), surtout au niveau du poste énergie. Grâce aux investissements et à un hiver doux, les coûts énergétiques ont fortement diminués en 2007 (- 22 % par rapport à 2006).

Évolution des dépenses réalisées pour la catégorie 'Fonctionnement subsistance' – 2005, 2006 et 2007 –



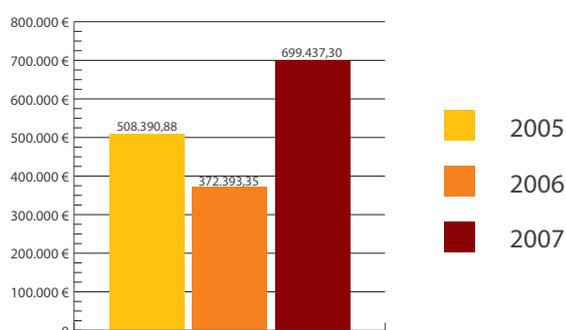
2.3. Équipements et investissements généraux

En 2005, la majorité des dépenses en équipements et investissements généraux a été consacrée au matériel informatique, tandis qu'en 2006 et 2007, elle fut destinée au mobilier de bureau.

2.4. Moyens de fonctionnement spécifiques

Les dépenses pour les différents postes de cette ligne budgétaire sont +/- équivalentes entre 2005 et 2006, à l'exception de celles affectées aux projets qui ont diminué en 2006 de 55 %. Les dépenses pour l'achat de boîtes et de chemises permanentes pour usage propre ont augmenté de 113,67 % en 2007. Cette croissance est clairement imputable au (re)conditionnement systématique des archives. Globalement, le poste 'moyens de fonctionnement spécifiques' a augmenté de 87,8 % en 2007.

Évolution des dépenses réalisées pour la catégorie 'Fonctionnement spécifique' – 2005, 2006 et 2007 –



2.5. Équipements spécifiques

En 2005 et 2006, la majorité des dépenses a été consacrée à l'achat de *bookscanners* pour les différents dépôts des Archives de l'État, dans le cadre de la nouvelle politique de reproduction des documents, donnant la possibilité au personnel des services d'exécuter des projets de numérisation d'ampleur limitée. Notons que les Archives de l'État ont investi, ces deux dernières années, dans du matériel de stockage des données numériques, pour un montant total de 124.910 €.

2.6. Collections

La part la plus importante de ces dépenses a été consacrée à l'achat de livres et périodiques à destination des différentes bibliothèques des dépôts des Archives de l'État. Ce poste a connu néanmoins une diminution constante. En 2007, les dépenses en matière de numérisation concernaient la numérisation, par un prestataire de service, de la série courante de registres '*Mouvement de la Population et de l'État civil*' (1841-1976). Ces registres contenaient les statistiques de population, source essentielle de la recherche en démographie historique.

2.7. Affectation des soldes

Au début de chaque année, les Archives affectent le solde du budget de l'année précédente à des projets spécifiques, essentiels à l'exécution du plan stratégique. En 2005, le projet d'achat de *bookscanners* a été alimenté grâce au solde de 2004. En 2006, les budgets ont été utilisés pour soutenir l'ouverture à la recherche dans le département III (provinces wallonnes), en attendant la nomination de personnel scientifique, pour favoriser des initiatives dans le cadre de la formation, de la conservation matérielle et pour assumer des dépenses imprévues. En 2007, une politique similaire a été mise en œuvre. Les soldes 2006 ont permis le lancement de projets d'ouverture à la recherche dans les provinces wallonnes, d'achat de rayonnages pour les Archives de l'État à Bruxelles (site Haseldonckx), de communication et de valorisation (entre autre la réalisation de l'exposition '*Expo 58. Entre utopie et réalité*', en collaboration avec le service des Archives de la ville de Bruxelles), d'alimentation du budget nécessaire à l'achat d'un bookscanner A0 pour la numérisation des grands formats.

ÉPILOGUE : ÉVALUATION ET PRÉVISION

En 2007, nous sommes parvenus à faire collaborer plus efficacement les services des Archives de l'État et à donner à notre institution une plus grande visibilité, tant pour le public que pour les services publics et les organisations privées qui nous confient la gestion de leurs archives. L'institution a investi en personnel supplémentaire et en expertise. Les collaborateurs ont été davantage impliqués dans les différents projets. Par ailleurs, les choix stratégiques, fixés fin 2005, mettant l'accent sur le service au public, l'accueil des lecteurs et le développement des relations structurelles avec les producteurs d'archives, ont été appliqués. Il apparaît cependant que l'ouverture au public peut encore s'améliorer et qu'une politique de marketing raisonnée et efficace – destinée à toucher un groupe-cible le plus large possible – fait encore défaut. Les Archives de l'État doivent également répondre plus efficacement à l'engouement suscité par internet, l'instrument médiatique par excellence de beaucoup de citoyens. Le renouveau de l'infrastructure reste un point névralgique (bâtiments adéquats, salles d'étude confortables et bien équipées).

Au cours de l'exercice 2008, les Archives de l'État veulent continuer l'exécution du plan opérationnel 2006-2008, renforcer le rôle de conseiller en matière de gestion d'archives à l'égard des diverses autorités, acquérir, conserver, ouvrir à la recherche et présenter à un public aussi large que possible, des archives historiques précieuses. 2008 sera sans conteste une année importante pour la construction et la rénovation de plusieurs bâtiments des Archives de l'État (réalisation de travaux de rénovation, aménagement de locaux d'archives, finalisation des devis pour les projets de construction). En ce qui concerne la politique de l'institution, des efforts seront entrepris, en 2008, en matière de simplification administrative. L'interface d'achat de documents sur internet (webshop) sera combiné aux données d'ABS-Archeion. L'application sera disponible dans les trois langues nationales et couplée à la carte d'identité électronique (eID). Afin de garder à niveau la compétence du personnel et pour encore mieux harmoniser l'exécution des tâches, l'investissement portera aussi, en 2008, sur la formation. L'amélioration de la culture d'entreprise, la création d'un climat de travail sain et le renforcement de la communication interne sont autant de défis prioritaires importants. Afin de combler le retard en matière d'ouverture à la recherche primaire et d'archivage numérique, un recrutement de personnel supplémentaire serait souhaitable en 2008. L'implémentation du nouveau statut du personnel scientifique et la préparation des cercles de développement pour le personnel non-scientifique, constituent autant de défis supplémentaires.

En 2008, nous souhaitons principalement renforcer le service public numérique, procurer davantage d'appui aux lecteurs en salles de lecture et par voie électronique, connaître, par une enquête de marketing ciblée, les demandes et souhaits des lecteurs, repérer les nouveaux besoins et développer de nouveaux produits susceptibles d'intéresser le public s'intéressant à l'Histoire, à la recherche, etc. Dans ce cadre, divers projets seront mis sur pied : donner un nouveau style aux publications, continuer à développer le site internet et la base de données '*Rechercher dans les archives*' et '*Rechercher des personnes*', étoffer le bulletin d'information, rendre les salles de lecture plus attractives, réaliser des dépliants et affiches, adapter les heures d'ouverture des salles de lecture en fonction des besoins, mais aussi rédiger des brochures sur la gestion des archives, etc.

En ce qui concerne la gestion des collections, l'attention sera portée, en 2008, sur le conditionnement des archives et l'augmentation de la capacité de stockage des archives aussi bien analogiques que numériques ; des accords de collaboration en matière de restauration seront conclus et l'atelier de restauration des AGR sera davantage équipé. Outre les missions classiques relatives au traitement et à l'inventariage des archives, des mesures adéquates seront prises pour rendre les inventaires et autres instruments de recherche consultables, en version imprimée mais également directement via la base de données ABS-Archeion. En ce qui concerne l'ouverture à la recherche et la communication, les possibilités de collaboration avec des partenaires externes, comme les administrations provinciales et les universités, seront également examinées.

ANNEXE

- 4547: ANTOINE François
Inventaire des archives de l'Administration centrale des Ponts et Chaussées et des ingénieurs en chef des départements de la Dyle et de l'Escaut, 1795-1814 [1739-1814].
- 4548: CARNIER Marc en PRENEEL Marij
(Z)onder stof en (z)onder water. Basiscursus archiefbehoud voor de medewerkers van het Rijksarchief.
- 4549: VANDERVENNET Martine
Inventaire des archives du S.P.F. Economie, P.M.E. Classes moyennes et énergie. Direction générale « Qualité et sécurité ». Archives de l'administration des mines. Accidents de personnes, 1920-2002
- 4550: YANTE Jean-Marie, TALLIER Pierre-Alain, CARNEL Sven & PIRLOT Vincent
Des Etats dans l'Etat ? Autonomie administrative et services publics décentralisés en Europe. States in the State ? Administrative autonomy and decentralized public bodies in Europe. Staten in de Staat? Bestuurlijke autonomie en gedecentraliseerde openbare instellingen in Europa. Actes du colloque de Bruxelles. Handelingen van het colloquium te Brussel 16.X.2002.
- 4551: TALLIER Pierre-Alain et CLAISSE Stéphanie
Inventaire du fonds Jeanne Orianne. Archives relatives à Jeanne Orianne et à l'« Œuvre pour l'exhumation et l'identification des soldats belges » 1914-1918.
- 4552: TALLIER Pierre-Alain & CARNEL Sven
Inventaire des archives de l'Aide au Village – Œuvre des Petits Villageois, 1914-1921.
- 4553: TRIGALET Michel (éd.)
Archives notariales de l'arrondissement de Bruxelles-Capitale : accroissements 2000-2005. N^{os} 21969 à 21976 et 41035 à 44770.
- 4554: LELOUP Geert
Les archives institutionnelles du Musée royal de l'Afrique centrale.
- 4555: NIJSSEN Rombout
Inventaris van de archieven van de heren (1699-1718) en van de schepenbank (1487-1795) van Neerkanne, van de schepenbank van Opkanne (1452-1791) en van het laathof van Fee aldaar (1576-1779).
- 4556: NIJSSEN Rombout
Inventaris van de archieven van de heren van Bovelingen en Pepingen (16de-17de eeuw), van de schepenbank van Kwaadmechelen, Rukkelingen en Pepingen (1624-1795), van het hof van Pepingen (1633-1751), van het laathof van Horion (1519-1668), van het Abtshof (1655-1689), van het Onze-Lieve-Vrouwehof (1613-1643), en van het hof van Schalkhoven (1610-1744) aldaar.
- 4557: NIJSSEN Rombout
Inventaris van de archieven van de schepenbank (1568-1792) en van het laathof van Rouchout (1582-1769) in Ulbeek.
- 4558: NIJSSEN Rombout
Inventaris van het archief van de schepenbank van Vechmaal (1612-1796).
- 4559: NIJSSEN Rombout
Inventaris van het archief van de schepenbank van Gelingen (1514-1793).
- 4560: NIJSSEN Rombout
Inventarissen van de archieven van de families Briers en de Laminne de Bex en aanverwante families (1507-1966), en van het Enseignement catholique de Hasselt (1879-1919).
- 4561: NIJSSEN Rombout
Inventarissen van de archieven van de heren van Gorsleeuw (16de-18de eeuw) en van Opleeuw (1770), van de schepenbanken van Gorsleeuw (1667-1793) en van Opleeuw (1657-1794), van een cijnhof in Gorsleeuw en Opleeuw (1656-1794), van de gemeenten van Gorsleeuw (1699-1796) en van Opleeuw (1742-1787) en regestenlijst van een verzameling oorkonden betreffende de heerlijkheid Gorsleeuw (1485-1488).
- 4562: VAN DER EYCKEN Johan
Inventaris van het archief van de schepenbank van Sint-Truiden (1414) 1532-1796 (1829).

- 4563: VAN DER EYCKEN Michel m.m.v. VANCOPPENOLLE Chantal
Inventaris van het archief van de Fédération des Charbonnages de Belgique (FEDEHAR) 1919-1993.
- 4564 : VAN DER EYCKEN Johan
Inventaris van het archief van de Augustinessenabdij van Sinnich te Teuven (1243-1796).
- 4565: SIX Caroline
Inventaire des archives de Gaz et Electricité de la ville de Kazan S.A. (1873-1976), filiale de la société de traction et d'électricité absorbée par la société belge d'entreprises en Chine.
- 4566 : SIX Caroline
Inventaire des archives du Comptoir Charles Ley (1919-1950).
- 4567 : SIX Caroline
Inventaire des archives de la compagnie générale de chemins de fer en Chine (1897-1979) absorbée par la Société belge d'Entreprises en Chine.
- 4568 : JACQUEMIN Madeleine
Inventaire des archives des S.A. Crédit général hypothécaire et mobilier (1906-1927) et S.A. Résidence Palace (1924-1955).
- 4569 : ANTOINE François
Ministère des Travaux Publics. Archives de l'Administration de la Reconstruction. Dommages Congo-Indemnisations. Dossiers individuels 1960-1990.
- 4570 : Ministère des Travaux Publics. Archives de la Commission d'Indemnisation et de la Commission supérieure d'indemnisation des dommages du Congo. Dossiers individuels 1960-1990.
- 4571 : Ministère de la Reconstruction. Archives de la Commission d'Agréation pour les prisonniers politiques et ayants droits 1947-1960.
- 4572 : Ministère des Travaux Publics. Archives de l'administration de la reconstruction. Dommages Congo-Indemnisations Décomptes 1960-1990.
- 4573 : Ministère des Affaires Economiques. Archives de l'Office de Récupération économique (ORE). Dossiers individuels 1940-1967).
- 4574 : ANTOINE François
Ministère des Travaux Publics. Archives de l'Administration des Travaux Communaux 1940-1960.
- 4575 : ANTOINE François
Ministère des Travaux Publics. Archives de l'Administration centrale de l'Urbanisme. 1940-1990.
- 4576 : HAECK Tom
Inventarissen van de archieven van het kantoor der registratie van Geel (1796-1975), Herentals (1796-1967), Mol (1923-1965) en Westerlo (1807-1976) en hun rechtsvoorgangers.
- 4577: HAECK Tom en VANDAELE Dries
Inventarissen van de archieven van het kantoor der burgerlijke akten en het kantoor der successierechten van Gent (1796-1940), ... en hun rechtsvoorgangers.
- 4578: HAECK Tom
Inventarissen van de archieven van het kantoor der registratie van Kontich (1796-1965) en Boom (1816-1970) en hun rechtsvoorgangers.
- 4579: HAECK tom
Inventarisen van de archieven van de kantoren der registratie van Lier (1796-1971), Duffel (1929-1967) en Heist-op-den-Berg (1929-1958), het eerste kantoor (1808-1971) en het tweede kantoor der registratie van Wijnegem (1958-1965) en hun rechtsvoorgangers.

- 4580: HAECK Tom en VANDAELE Dries
 Inventarissen van de archieven van het kantoor der Burgerlijke Akten en Successierechten van Mechelen (1796-1931), het Eerste (1931-1965), het Tweede (1931-1964), het Derde Kantoor der Registratie van Mechelen (1921-1953), het Ontvangkantoor der Domeinen en Penale Boeten van Mechelen (1791-1953) en het Kantoor der Registratie van Puurs (1806-1960) en hun rechtsvoorgangers.
- 4581: HAECK Tom
 Inventarissen van de archieven van het eerste (1796-1970) en het tweede kantoor der registratie van Turnhout (1924-1969), het ontvangkantoor der domeinen en penale boeten van Turnhout (1828-1970) en het kantoor der registratie van Hoogstraten (1796-1976) en hun rechtsvoorgangers.
- 4582: CALLEWIER Hendrik
 Inventarissen van de archieven van de Jezuiten te Antwerpen, Lier en Mechelen (1526) 1562-1773.
- 4583: LELOUP Geert m.m.v. DE POTTER Anne-Marie
 Inventaris van het archief van de afdeling Muziek, Letteren en Podiumkunsten van het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap en rechtsvoorgangers (1850-2000), met inbegrip van het archief van de Koninklijke Commissie van Advies voor Plaatsnaamgeving (1988-1996).
- 4584: VAN DER EYCKEN Michel, HOUTMAN Erik
 LACH Liber Amicorum Coppens Herman.
- 4585: BORMANS Stanislas
 Les seigneuries allodiales du Pays de Liège avec introduction historique.
- 4586 : BORMANS Stanislas
 Les seigneuries féodales du Pays de Liège. Table des reliefs.
- 4587 : sous presse
- 4588 : COPPIETERS Guy
 Inventaris van het archief van het Koninklijk Instituut der Eliten van de Arbeid van België, Albert I – Nationale Tentoonstellingen van de Arbeid (Stichting Koningin Elisabeth van België), 1929-2004.
- 4589: COPPIETERS Guy
 Inventaris van het archief van André Alen 1966-1992 [1908-1992].
- 4590: COPPIETERS Guy
 Inventaris van het archief van het Belgisch Instituut voor Voorlichting en Documentatie – Inbel en de Federale Voorlichtingsdienst (FVD) 1962-2003.
- 4591: D'HOORE Baudouin
 Inventaris van het Archief van het Departement van de Grootmaarschalk van het Hof. Regering van Koning Albert I (1909-1914, 1918-1934).
- 4592: D'HOORE Baudouin
 Inventaris van het Archief van het Departement van de Grootmaarschalk van het Hof. Regering van Koning Leopold III (1934-1944, 1950).
- 4593: D'HOORE Baudouin
 Inventaris van het Archief van het Departement van de Grootmaarschalk van het Hof. Periode van het Regentschap (1944-1950).
- 4594: D'HOORE Baudouin
 Inventaris van het archief van het Secretariaat van Prins Albert (1851-1893) 1894-1909 (1910).
- 4595: D'HOORE Baudouin
 Inventaire des archives de la famille De Lannoy-Clervaux.
- 4596 : SOENS Veerle
 De Politiehervorming bij de Lokale Politie in Historisch Perspectief.

- 4597: DE BRUYN Odile
Inventaire des archives de la Société Minière du Bécéka, ensuite Société d'Entreprise et d'Investissements du Bécéka 'Sibéka', puis Sibéka, Société d'Entreprise et d'Investissements 1890-1999.
- 4598 : GORIS J.-M.
Het Notariaat in de Kempen. Het notarieel archief: een belangrijke bron van onze kennis van het verleden.
- 4599: DROSSENS Paul, DE SMET Sylvie, VAN HAECKE Lawrence en WAUTERS Sofie
Inventarissen van de archieven van het bestuur hoger onderwijs en wetenschappelijk onderzoek (1877-1979), de directie technisch onderwijs (1940-1945), de dienst zeevisserijonderwijs (1926-1990), de inspectie hoger onderwijs (1992-2000), de inspectie basisonderwijs (1944-1998) en het studiecentrum open hoger onderwijs (1986-1997).
- 4600: CLAUS Stephan, VERLOT Kevin en DROSSENS Paul (eindredactie)
Inventarissen van de archieven van de Rechtbanken van Koophandel te Aalst, Dendermonde en Sint-Niklaas. Handelsregister. Overdrachten 2006 (1927-2003).
- 4601: DROSSENS Paul en HEUSEQUIN Sven
Inventaris van de archieven van het Parket van de procureur des Konings te Antwerpen (1803-1959).
- 4602: VELLE Karel m.m.v. DROSSENS Paul
Inventaris van de archieven van het Parket van de Procureur des Konings te Antwerpen. Diverse overdrachten.
- 4603: CARNIER Marc et PRENEEL Marij (version française complétée par TALLIER P.-A. et DEPOORTERE Rolande)
Le combat permanent contre l'eau et la poussière. Cours de base pour la conservation des archives destiné aux collaboratrices et collaborateurs des Archives de l'Etat.
- 4604 : DEVOLDER Kathleen
Archief van de Fod Justitie. Directoraat-generaal. Wetgeving, Fundamentele rechten en Vrijheden. Archiefselectielijst.
- 4605: VAN ISTERDAEL H. (traduction et mise à jour BOUDIN H.R.)
Directives et recommandations pour la gestion des Archives du conseil d'administration et d'autres archives paroissiales protestantes.
- 4606 : DEVOLDER Kathleen
Inventaris van archieven betreffende de Belgische Diamantsector tijdens de Tweede Wereldoorlog waaronder het archief van de Diamantcentrale-Diamantcontrole en van de Bedrijfsgroepering Diamant (1929-1948).
- 4607 : DEVOLDER Kathleen
Archief van de Fod Justitie. Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie. Archiefselectielijst.
- 4608: DEVOLDER Kathleen, LELOUP Geert
Archieftoezicht doorgelicht. Verslag van een stage bij de Nederlandse Erfgoedinspectie – Sector archieven, Den Haag, 2-6 april 2007.
- 4609: VAN ISTERDAEL H.
Richtlijnen en aanbevelingen voor het beheer van het archief van de bestuursraad en van andere archieven van protestantse gemeenten. 2de herziene en bijgewerkte uitgave.
- 4610: LELOUP Geert m.m.v. VAN ISTERDAEL Herman
Beleidsdomein Ministerie Vlaamse Gemeenschap. Archiefbeheersplan. Interne Audit.
- 4611: DEVOLDER Kathleen en PRENEEL Marij
Inventaris van het archief van de centrale dienst voor de statistiek. De algemene volkstelling van 31 december 1930.
- 4612: NIEBES Pierre-Jean
La préfecture du département de Jemappes 1800-1814. Guide du fonds conservé aux Archives de l'Etat à Mons.
- 4613 : NIEBES Pierre-Jean
L'Administration centrale du Département de Jemappes 1795-1800. Guide du fonds conservé aux Archives de l'Etat à Mons.

- 4614 : MOÏS Christian, PIRLOT Vincent et PIRON Christophe
Inventaire des archives de l'administration provinciale du Luxembourg. Séries des architectes provinciaux et de l'organisation de la profession d'architecte dans la province 1834-1967.
- 4615 : BISTER Tamara, PIRLOT Vincent et PIRON Christophe
Inventaire des archives de l'administration provinciale du Luxembourg. Série des bâtiments communaux (1825-1988).
- 4616 : BISTER Tamara avec la collaboration de PIRLOT Vincent
Inventaire des archives du Cerle 'Nos loisirs. Horticulture et petits élevages' à Aubange (1956-1999).
- 4617 : DENONCIN Magali et PIRLOT Vincent
Inventaire des archives de l'administration provinciale du Luxembourg. Série des égouts (1843-1998).
- 4618 : DENONCIN Magali et PIRLOT Vincent
Inventaire des archives de l'administration provinciale du Luxembourg. Série des établissements dangereux, insalubres ou incommodes : mines, minières et carrières (1817) 1830-1990.
- 4619 : PETITJEAN Bernadette, PIRLOT Vincent et PIRON Christophe
Inventaire des archives de la Justice de paix de Florenville (1795-1984).
- 4620 : PIRLOT Vincent
Inventaire des archives du parquet près le tribunal de première instance de Neufchâteau (1796) 1800-1987.
- 4621 : BISTER Tamara et PIRLOT Vincent
Inventaires des archives des justices de paix des cantons d'Arlon (1900-1992) et de Fauvillers (1940-1970).
- 4622 : DELMER Françoise, DENONCIN Magali, HANNICK Pierre et PIRLOT Vincent
Inventaire des archives du tribunal de première instance d'Arlon. Tribunal civil : documents de l'état civil (an IV-1950).
- 4623 : NIEBES Pierre-Jean
Inventaires des archives de l'administration de l'arrondissement du Hainaut 1794-1795, de l'administration du district de Mons 1794-1795, du Tribunal civil du district d'Ath 1794-1795 et du Tribunal civil du district de Binche 1794-1795.
- 4624 : NIEBES Pierre-Jean et QUATTROCCHI Camille
Inventaires des archives des conseils de prud'hommes de Binche, Charleroi, Dour, La Louvière, Pâturages et Soignies et de la commission arbitrale des accidents du travail de l'industrie charbonnière des bassins de Charleroi et de la Basse-Sambre.
- 4625 : NIEBES Pierre-Jean
Inventaire des archives de l'administration centrale du département de Jemappes, 1795-1800.
- 4626 : NIEBES Pierre-Jean
Inventaires des archives des administrations municipales des cantons de Braine-le-Comte, Chièvres, Enghien, Harveng, Lens et Lombise, 1795-1800 et de l'enregistrement par le greffe du tribunal civil départemental des actes de vente et d'hypothèque 1796-1798.
- 4627 : NIEBES Pierre-Jean
Le gouvernement de la province de Hainaut durant la période hollandaise, 1814-1830. Guide du fonds conservé aux Archives de l'Etat à Mons.

Colophon

Le rapport annuel est une édition des Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces

Éditeur responsable :

Karel Velle

Archives de l'État,

rue de Ruysbroeck 2, 1000 Bruxelles